

**BUREAU DU 03 JUILLET 2015**

CENTRE DES EXPOSITIONS – 10h30

**COMPTE RENDU SOMMAIRE**

Le Bureau de Nantes Métropole, dûment convoqué le 26 juin 2015, a délibéré sur les questions suivantes :

Présidente de séance : Madame Johanna ROLLAND, Présidente de Nantes Métropole

Secrétaire de séance : Madame Karine DANIEL

**Points 01 à 15 (10h45 à 11h22)**

**Présents : 36**

M. AFFILE Bertrand, M. ALIX Jean-Guy, M. ALLARD Gérard, M. AMAILLAND Rodolphe, Mme BESLIER Laure, M. BOLO Pascal, M. BUQUEN Eric, M. BUREAU Jocelyn, Mme CHEVALLEREAU Claudine, Mme DANIEL Karine, M. DAVID Serge, Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique, M. DUCLOS Dominique, M. GARREAU Jacques, Mme GESSANT Marie-Cécile, M. GILLAIZEAU Jacques, Mme GRESSUS Michèle, M. GUERRIAU Joël, M. HAY Pierre, Mme LE BERRE Dominique, Mme LE STER Michèle, Mme LEFRANC Elisabeth, M. LEMASSON Jean-Claude, M. LUCAS Michel, M. MORIVAL Benjamin, M. MOUNIER Serge, Mme NEDELEC Marie-Hélène, M. NICOLAS Gilles, Mme PERNOT Mireille, M. PRAS Pascal, Mme PREVOT Charlotte, M. ROBERT Alain, Mme ROLLAND Johanna, M. ROUSSEL Fabrice, M. VEY Alain, M. VOUZELLAUD François

**Absents et représentés : 8**

Mme CHIRON Pascale (pouvoir à M. ROUSSEL Fabrice), Mme COPPEY Mahel (pouvoir à M. LUCAS Michel), M. COUTURIER Christian (pouvoir à Mme GRESSUS Michèle), Mme DUPORT Sandrine (pouvoir à Mme PERNOT Mireille), Mme LAERNOES Julie (pouvoir à Mme NEDELEC Marie-Hélène), Mme MAISONNEUVE Monique (pouvoir à M. VOUZELLAUD François), M. PARPAILLON Joseph (pouvoir à M. VEY Alain), Mme SOTTER Jeanne (pouvoir à Mme LEFRANC Elisabeth)

**Absents : 3**

Mme CARDIN Céline, Mme NAEL Myriam, M. RIOUX Philippe

**Points 16 à 19 (11h23 à 11h31)**

**Présents : 35, Absents et représentés : 9, Absents : 3**

Départ de Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique qui donne pouvoir à M. MOUNIER Serge

**Point 20 (11h32 à 11h35)**

**Présents : 34, Absents et représentés : 10, Absents : 3**

Départ de M. ALIX Jean-Guy qui donne pouvoir à M. MORIVAL Benjamin

**Point 21 (11h36 à 11h53)**

**Présents : 33, Absents et représentés : 10, Absents : 4**

Départ de Mme LEFRANC Elisabeth qui annule le pouvoir de Mme SOTTER Jeanne, et donne pouvoir à Mme DANIEL Karine

**Points 22 à 28 (11h54 à 11h59)**

**Présents : 32, Absents et représentés : 11, Absents : 4**

Départ de M. ROBERT Alain qui donne pouvoir à M. BUQUEN Eric

**01 – ILE DE NANTES – PRÉPARATION DE L'ASSIETTE FONCIERE DU FUTUR CHU – MISSION D'ORDONNANCEMENT PILOTAGE COORDINATION GENERAL DES OPERATIONS – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT**

**EXPOSE**

Par délibération en date du 29 mai 2015, le Bureau métropolitain a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle des études préalables et des travaux nécessaires à la libération de l'assiette foncière du CHU et de son périmètre adjacent.

Un mandat a été conclu avec la SAMOA pour la réalisation de cette opération.

Au titre de ces études, il est nécessaire de recourir à une mission d'Ordonnancement Pilotage Coordination pour la globalité des opérations à effectuer en prenant en considération toutes les opérations liées directement ou indirectement à la libération du site pour accueillir celui-ci.

Cette mission intégrera également une mission d'Ordonnancement Pilotage Coordination opérationnel notamment pour les chantiers préalables de déplacement des réseaux / voiries et espaces publics, de démolition des hangars portuaires et du MIN et de confortement des quais.

Le coût prévisionnel de cette prestation est estimé à 300 000 € HT (valeur avril 2015)

Conformément aux articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement par la SAMOA d'un appel d'offres ouvert pour la réalisation de cette prestation.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP033, libellée Projets d'aménagements Urbain, opération n°2015-3592, libellée « Préparation de l'assiette foncière du futur CHU ».

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

1. Autorise le lancement d'un appel d'offres ouvert par la SAMOA relatif à la mission d'Ordonnancement Pilotage Coordination général sur l'ensemble des opérations liées à la libération de l'assiette foncière du futur CHU.
2. Autorise Monsieur le Directeur de la SAMOA à signer le marché.
3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à solliciter des subventions pour cette opération.
4. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Action Foncière

**02 – SAINT-HERBLAIN – ZAC BOULEVARD DE LA BAULE – BOULEVARD DU TERTRE - ACQUISITION D'UN IMMEUBLE NON BÂTI AUPRÈS DE LA COMMUNE DE NANTES**

**EXPOSE**

Dans le cadre de l'opération d'aménagement du boulevard de la Baule à Saint-Herblain, il convient de procéder à l'acquisition d'un immeuble non bâti, cadastré section CA n°51, d'une superficie de 282 m<sup>2</sup>, situé sur la commune de Saint-Herblain, Boulevard du Tertre, auprès de la commune de Nantes.

Ce bien est inscrit en zone UPb1a du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par le Conseil communautaire le 22 juin 2007.

En effet, cette acquisition est nécessaire pour la réalisation du projet d'aménagement du boulevard de la Baule à Saint-Herblain, et plus particulièrement pour la réalisation d'une opération mixte de 150 logements accueillant du logement social, du logement abordable, du logement libre et des activités, correspondant à l'îlot 9 de la zone d'aménagement.

Un accord est intervenu avec le propriétaire de ce bien moyennant le prix de 107 000 € net de taxe.

Les frais d'acte notarié et de géomètre sont à la charge de Nantes Métropole, acquéreur.

Il est proposé de procéder à cette acquisition au prix convenu avec le vendeur (les services de France Domaine ont estimé ce bien à 50 000 €, par avis en date du 2 mars 2015). En effet, la méthode retenue par Nantes Métropole, pour déterminer le prix de vente, est celle de la constructibilité et non celle de la comparaison des prix de terrains à bâtir. Ainsi, cet immeuble étant nécessaire à la réalisation de l'îlot 9 de la Zone d'Aménagement Concerté le prix de revente de la charge foncière a été réparti au prorata des surfaces de terrain constituant l'emprise dudit îlot.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°001 *Urbanisme et Politique Foncière*, opération 2015 - N°3097 *Réserves Foncières Métropolitaines*.

### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

1 - Décide d'acquérir un immeuble non bâti situé sur la commune de Saint-Herblain, Boulevard du Tertre, cadastré section CA n°51, d'une superficie de 282 m<sup>2</sup> et appartenant à la commune de Nantes pour un montant de 107 000 € net de taxe, auquel viendront s'ajouter les frais de géomètre et d'acte notarié.

2 - Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-président délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'acte à intervenir, payer le prix et les frais afférents à l'acte.

Direction des Projets d'Investissements Transports Collectifs

### **03 - MANDATS DSP 3 MODIFIE « INFRASTRUCTURES NON FERROVIAIRES RESEAU TCSP ET BUSWAY » - 5 MODIFIE « INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS DES DEPOTS Y COMPRIS GNV » - REFECTION QUAIS DE STATIONS TRAMWAY ET VOIRIE DEPOTS – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE**

#### **EXPOSE**

Le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle des mandats 3 modifié "Infrastructures non ferroviaires réseau TCSP et Busway" et 5 modifié "Infrastructures et équipements des Dépôts y compris GNV" inclus dans le contrat de délégation de service public contractualisé avec la SEMITAN, ont été approuvés par le Conseil Communautaire du 11 avril 2011.

Le mandat DSP 3 modifié comporte plusieurs opérations dont la ligne « reprise de revêtements et de bordures » (495 000 €), et la ligne « accessibilité » (398 000 €), opérations pour lesquelles des travaux ont déjà été réalisés.

Le mandat DSP 5 modifié comporte plusieurs opérations dont la ligne « aménagements VRD » (359 000 €), opération pour laquelle des travaux ont déjà été réalisés.

Le Bureau Communautaire du 27 septembre 2013 a autorisé le lancement d'une consultation sous la forme d'un marché à bons de commande, pour les travaux de réfection et mise aux normes des quais des stations tramway et de réfection des voiries des remisages bus. A l'issue de cette consultation, un marché a été conclu avec l'entreprise CHARIER TP, pour un montant minimum de 220 000 € HT et un montant maximum 550 000 € HT, pour une durée de 4 ans.

Ce marché dont le montant maximum est actuellement atteint a permis principalement la rénovation des quais d'une vingtaine de stations. Il est souhaitable de poursuivre ce programme et donc nécessaire de relancer une nouvelle consultation, sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée de 1 an (renouvelable trois fois un an) à compter de la notification du marché.

Ce marché serait, pour la première période de un an d'un montant minimum de 200 000 € HT (soit 240 000 € TTC) et un montant maximum de 400 000 € HT (soit 480 000 € TTC) .

Les montants minimum et maximum sont identiques pour les périodes de reconduction.

Il s'agit donc à chaque fois de travaux de voirie, dont la nature est similaire mais le lieu différent (espace public et dépôts), ce qui justifie le recours à une même entreprise.

Ainsi, la nature homogène des travaux justifie le recours à un marché global dont le financement est issu de deux mandats inclus dans la DSP du réseau de transports publics urbains de voyageurs. La consultation sera lancée en procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles 144 et 146 du Code des Marchés Publics.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP27 libellée Equipements Exploitation Transports, sur les opérations 2011-3230 libellée Mandat DSP 3 MODIFIE « Infrastructures non ferroviaires réseau TCSP et Busway » et 2011-3229 libellée Mandat DSP 5 MODIFIE « Infrastructures et équipements des Dépôts y compris GNV ».

### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

1. Autorise le lancement par la SEMITAN d'une procédure adaptée pour les travaux de rénovation et mise aux normes des quais des stations de tramways et de réfection des voiries des remisages bus, dans le cadre des mandats DSP 3 modifié et DSP 5 modifié ;
2. Autorise Monsieur le Directeur Général de la SEMITAN à attribuer et à signer le marché résultant de cette consultation ;
3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à prendre toutes dispositions et à accomplir toutes formalités pour l'exécution de la présente délibération.

Pôle Loire Chézine

### **04 – PORTE DE SAINT HERBLAIN – TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UNE TRAVERSEE CYCLABLE - MODIFICATION DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE**

#### **EXPOSE**

Par décision n°2014-843 du 10 juin 2014, le programme de l'opération relative aux travaux d'aménagement d'une traversée cyclable de la porte de Saint-Herblain a été approuvé et l'enveloppe financière prévisionnelle a été fixée à 206 666,66 € HT soit 248 000 € TTC.

Les franchissements du périphérique nantais doivent être aménagés en priorité afin de développer les déplacements doux sur l'agglomération métropolitaine. La porte de Saint-Herblain est considérée comme un axe primordial de circulation à sécuriser entre plusieurs axes vélos du Plan Communal des Déplacements Doux.

Des travaux supplémentaires sont rendus nécessaires. En effet, le pont franchissant le périphérique, propriété du Département, doit être adapté avec la reprise des 2 joints sur la largeur de la voie verte, et la ré-hausse du garde-corps. Il convient également de faire face à un surcoût du captage des eaux de ruissellement dû à la méconnaissance des réseaux d'eaux pluviales en place (patrimoine transféré du Département). Par ailleurs, la connexion ouest de la voie verte aux itinéraires cyclables existants doit être modifiée pour desservir à la fois la Salle de La Carrière (axe cyclable du cours Hermeland) et la rue du Souvenir Français. Enfin, il convient de modifier le feu tricolore, déplacé dans le cadre du projet, pour l'adapter à la traversée des personnes non voyantes.

Ces évolutions nécessitent une modification préalable de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération pour la porter à 231 666,66 € HT soit 278 000 € TTC.

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°025 et libellé Déplacements doux tous modes, opération 2014 - N° 3382, libellé Plans communaux de déplacements doux.

### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

1 - Décide de porter l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération relative aux travaux d'aménagement d'une traversée cyclable de la Porte de Saint-Herblain à 231 666,66 € HT soit 278 000 € TTC,

2 - Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-président délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pôle Nantes Loire

### **05 - NANTES – REQUALIFICATION PIETONNE DE LA RUE SANTEUIL – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE**

#### **EXPOSE**

L'opération de restauration du Passage Pommeraye sera achevée au mois de mars 2016. Il est souhaitable que l'ouverture du passage s'accompagne de travaux d'aménagement sur l'espace public, en particulier rue Santeuil. Ceux-ci doivent commencer début 2016.

Il est ainsi proposé de procéder au retraitement de la rue en dalles granit avec pavés, en partie délimitée par des caniveaux granit.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 801 666,66 € HT soit 962 000 € TTC (valeur juillet 2015).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La consultation comprend 2 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 713 470 € HT soit 856 164 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 036, libellée « Nouveaux aménagements de voirie », opération 2015 – N°2891, libellée « Nouveaux aménagements de voirie- Pôle Nantes Loire ».

## **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

- Approuve le programme de l'opération d'aménagement de la rue Santeuil, sur la commune de Nantes,
- Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 801 666,66 €HT soit 962 000,00 €TTC,
- Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux,
- Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-président délégué à exercer les missions confiées par le Code des Marchés Publics au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer, signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pôle Loire, Sèvre et Vignoble

### **06 – LES SORINIÈRES – AMÉNAGEMENT DE LA RUE DU BOCAGE ET DU CARREFOUR AVEC LA RUE DE LA GUINDONNIÈRE – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE ADAPTÉE**

#### **EXPOSE**

Sur la commune des Sorinières, l'aménagement de la ZAC des Vignes se poursuit et la 3<sup>ème</sup> tranche, qui jouxte la rue du Bocage, verra ses premiers habitants arriver en mars 2016.

La rue du Bocage fait partie de la liste des équipements publics à réaliser au titre du contrat de concession avec Nantes Métropole Aménagement.

Dans cette perspective, il convient d'aménager cette rue qui est actuellement une voie rurale bordée de fossés, et sans aucun trottoir.

Les travaux d'aménagement consistent en l'élargissement de la voie, le renforcement de la chaussée, la création de trottoirs, l'amélioration du réseau d'éclairage public et l'effacement de divers réseaux.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 577 500 €HT soit 693 000 €TTC (valeur mai 2015).

La maîtrise d'œuvre est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La consultation comprend deux lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 558 333,34 € HT soit 670 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

A titre accessoire et dans le cadre de ses conditions d'exécution, ce marché comporte une prestation d'insertion professionnelle de publics en difficulté.

Les crédits correspondants sont prévus au budget, sur l'AP n°036, libellée «Nouveaux aménagements de voirie», opération n°2015-3239 libellées «Nouveaux aménagements de voirie - Pôle Loire, Sèvre et Vignoble».

## **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

1. Approuve le programme de l'opération d'aménagement de la rue du Bocage et du carrefour avec la rue de la Guindonnière sur la commune des Sorinières,

2. Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 577 500 € HT soit 693 000 € TTC ,
3. Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux,
4. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à exercer les missions confiées par le Code des Marchés Publics au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer, signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction de l'Espace Public

## **07 – NANTES – TRAVAUX DE RÉNOVATION PONT DU GÉNÉRAL DE LA MOTTE ROUGE – AJUSTEMENT DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 27 septembre 2013, le Bureau a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle relatifs à la rénovation du pont du général de la Motte Rouge à Nantes pour un montant de 1 672 240,80 € HT soit 2 000 000 € TTC.

Les travaux ont démarré en juillet 2014 et pour ce qui concerne l'ouvrage métallique central, ont porté sur :

- la mise en œuvre d'étanchéité sur le tablier béton et les trottoirs métalliques,
- la reconstruction de la chaussée et des trottoirs, avec élargissement des trottoirs qui a permis la création d'une piste cyclable surélevée,
- la création de joints de chaussée et de trottoirs et la réfection des appuis, pour garantir une meilleure étanchéité de l'ouvrage et permettre sa libre dilatation.

Lors de cette première phase de chantier, des travaux complémentaires se sont révélés nécessaires afin de procéder à des réparations ou remplacements de parties d'ouvrage non prévus initialement : structures des trottoirs très sérieusement endommagées, éléments en acier support des trottoirs métalliques de l'ouvrage central fortement corrodés, etc.

La deuxième phase de travaux actuellement en cours concerne le décapage de la charpente sous confinement plomb, sa réparation et la peinture. Les candélabres et les garde-corps sont également repeints. L'état de la charpente métallique montre que les réparations prévues initialement sont insuffisantes. En effet, le diagnostic précis des réparations se réalise dans les phases de décapage et c'est au vu de l'état des pièces que la décision de réparation doit être prise.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération doit donc être portée à 1 833 333,33 € HT soit 2 200 000 € TTC.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°031 et libellé- maintenance et rénovation des ouvrages d'art, opération 2013 - N° 9741, rénovation des ouvrages d'art. - Ponts

### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

1. Décide de porter le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de rénovation du Pont du Général de la Motte Rouge à Nantes à 1 833 333,33 € HT soit 2 200 000 € TTC.
2. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Action Foncière

## 08 – RÉSERVES FONCIÈRES

### EXPOSE

#### **1 – NANTES – RESERVE FONCIERE HABITAT ET RENOUVELLEMENT – 78 RUE DE LA PAPOTIERE - ACQUISITION D'IMMEUBLES BÂTIS AUPRÈS DE MADAME BARRETT**

Dans le cadre de la politique foncière de Nantes Métropole, il convient de procéder à l'acquisition d'immeubles bâtis cadastrés section WK n<sup>os</sup> 39 et 41 d'une superficie de 5 555 m<sup>2</sup>, situés sur la commune de Nantes, 78 rue de la Papotière, auprès de Madame BARRETT.

Ces biens sont situés en zone NL du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par le Conseil communautaire le 9 mars 2007.

Ces immeubles sont situés dans le périmètre d'étude urbaine des Gohards.

Le Programme Local de l'Habitat 2010-2016 identifie le site des Gohards comme ayant un potentiel foncier à exploiter. Cette opération prendra le relais de la zone d'aménagement concerté Bottière-Chesnaie, dont l'achèvement est prévu à l'horizon 2016.

Il est envisagé d'y construire 2000 logements environ sur 180 hectares, 100 hectares étant d'ores et déjà classés en zone naturelle. Ce projet constituera une extension urbaine greffée au quartier du Vieux-Doulon, avec l'objectif de conforter la polarité urbaine existante en termes de commerces et d'équipements.

Un accord est intervenu avec les propriétaires de ce bien moyennant le prix de 250 000 € net de taxe.

Les services de France Domaine ont donné un avis favorable sur le montant de cette acquisition, en date du 16 mars 2015.

Les frais d'acte notarié et de géomètre sont à la charge de Nantes Métropole, acquéreur.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°001 et libellé *Urbanisme et Politique Foncière opération 2014 - N° 3097*, libellé *Réserves Foncières Métropolitaines*.

#### **2 – REZÉ - RÉSERVE FONCIÈRE HABITAT SOCIAL - 53 RUE DE L'ÉTANG - ACQUISITION D'UN IMMEUBLE BÂTI AUPRÈS DES CONSORTS TREILHAUD**

Dans le cadre de la politique foncière de Nantes Métropole, il convient de procéder à l'acquisition d'un immeuble bâti, cadastré section BL n°74, d'une superficie de 585 m<sup>2</sup>, situé sur la commune de Rezé, 53 rue de l'Étang, auprès des consorts TREILHAUD.

Ce bien est inscrit en zone UBb du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par le Conseil communautaire le 9 mars 2007.

Cette acquisition est nécessaire pour la constitution d'une réserve foncière permettant la réalisation à terme d'une opération destinée à développer l'habitat social, le bilan 2013 du Programme Local de l'Habitat faisant apparaître un déficit de 917 logements sociaux sur le territoire de la commune de Rezé.

En effet, la parcelle est grevée de la servitude de mixité sociale n°21 imposant sur l'ensemble de son périmètre la réalisation de 1 000 m<sup>2</sup> de SHON, dont 25% de logements locatifs sociaux et 25% en accession sociale. Elle se situe également dans le périmètre de l'Orientation d'Aménagement « rue de l'étang », dont la programmation prévoit la réalisation d'environ 24 logements sur l'ensemble du périmètre, avec également 25% de logements locatifs sociaux et 25% de logements en accession sociale.

A ce titre, les propriétaires ont mis la collectivité en demeure d'acquérir cet immeuble, par courrier en date du 5 août 2013.

Nantes Métropole a proposé l'acquisition de ce bien moyennant le prix de 60 500 €, indemnité de emploi

incluse, conformément à l'avis de France Domaine en date du 30 juin 2014.

Cette proposition ayant fait l'objet d'un refus de la part des propriétaires, Nantes Métropole a donc saisi le Juge de l'Expropriation afin de fixer le prix de vente et le transfert de propriété.

Un accord amiable est intervenu avant l'audience du 29 avril 2015, portant le prix de vente à 71 818,20 € auquel s'ajoute l'indemnité de remploi d'un montant de 8 181,20€, soit un total de 80 000 € net de taxe.

La présente délibération a pour objet d'approuver le prix convenu avec les vendeurs et de demander au Juge de l'Expropriation qu'il donne acte de l'accord intervenu et prononce le transfert de propriété de l'immeuble susmentionné au profit de Nantes Métropole audit prix.

Les frais de procédure et de publication sont à la charge de Nantes Métropole, acquéreur.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n° 001 et libellé *Urbanisme et Politique Foncière*, opération 2014 - N° 3097, libellé *Réserves Foncières Métropolitaines*.

### **3 - VERTOU - RÉSERVE FONCIÈRE ESPACE PUBLIC ET ÉQUIPEMENT - 270 ET 276 ROUTE DE CLISSON - ACQUISITION D'IMMEUBLES BÂTIS AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SOGETER**

Dans le cadre de la politique foncière de Nantes Métropole, il convient de procéder à l'acquisition d'immeubles bâtis, cadastrés section AH n°390 pour partie et 391 pour partie, d'une superficie respective de 954 m<sup>2</sup> et 1 170 m<sup>2</sup>, situés sur la commune de Vertou, 270 et 276 route de Clisson, auprès de la Société Civile SOGETER.

Ces immeubles sont inscrits en zone UBa1 du Plan Local d'Urbanisme approuvé par le Conseil communautaire le 24 juin 2013.

Ces immeubles sont situés dans le périmètre de l'Orientation d'Aménagement « Lesage » inscrite au Plan Local d'Urbanisme de la commune.

Cette acquisition est nécessaire pour constituer une réserve foncière en vue de l'aménagement d'un espace public paysagé comprenant des places de stationnement, accessible par les rues de la Fontenelle et du Moulin, dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain de l'îlot « Lesage », le long de la route de Clisson.

Un accord est intervenu avec le propriétaire de ces biens moyennant le prix de 430 000 € net de taxe.

Le propriétaire s'engage à réaliser à ses frais une clôture séparative.

Les frais d'acte notarié sont à la charge de Nantes Métropole, acquéreur.

Les services de France Domaine ont donné un avis favorable sur le montant de cette acquisition, en date du 15 avril 2015.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP n°001 libellée *Urbanisme et Politique Foncière* opération 2015 n°3097 libellée *Réserves foncières Métropolitaines*.

### **4 - NANTES - RÉSERVE FONCIÈRE HABITAT SOCIAL - BOULEVARD EMILE ROMANET - ACQUISITION D'UN IMMEUBLE NON BÂTI AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ TOTAL MARKETING SERVICES**

Dans le cadre de la politique foncière de Nantes Métropole, il convient de procéder à l'acquisition d'un immeuble non bâti cadastré section KS n°6 d'une superficie de 2 075 m<sup>2</sup>, situé sur la commune de Nantes, boulevard Emile Romanet auprès de la Société TOTAL MARKETING SERVICES.

Ce bien est inscrit en zone UA du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par le Conseil communautaire le 9 mars 2007

Cet immeuble est grevé de la servitude de mixité sociale n°51 du Plan Local d'Urbanisme et de l'emplacement réservé n°211 du Plan Local d'Urbanisme pour équipement de quartier

A ce titre, le propriétaire a mis en demeure Nantes Métropole d'acquérir cet immeuble.

En effet, cette acquisition est nécessaire pour la réalisation d'une opération de construction de 2 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher de logement dont 25 % en logement locatif social et 75 % en accession abordable, ainsi que pour la réalisation d'une aire de stationnement pour le quartier.

Un accord est intervenu avec le propriétaire de ce bien moyennant le prix de 525 000 € hors taxe.

Les frais d'acte notarié sont à la charge de Nantes Métropole, acquéreur.

Les services de France Domaine ont donné un avis favorable sur le montant de cette acquisition, par avis en date du 15 juin 2015.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n° 001 et libellé Urbanisme et Politique Foncière, opération 2014 - N° 3097, libellé Réserves Foncières Métropolitaines.

#### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

- 1 - Décide d'acquérir des immeuble bâtis situé sur la commune de Nantes, 78 rue de la Papotière, cadastrés section WK n<sup>os</sup> 39 et 41, d'une superficie de 5 555 m<sup>2</sup> et appartenant à Madame BARRETT, pour un montant de DEUX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (250 000 €) net de taxe, auquel viendront s'ajouter les frais de géomètre et d'acte notarié.
- 2 - Approuve l'acquisition d'un immeuble bâti situé sur la commune de Rezé, 53 rue de l'Étang, cadastré section BL n°74, d'une superficie de 585 m<sup>2</sup> et appartenant aux conjoints TREILHAUD pour un montant de QUATRE VINGT MILLE EUROS (80 000 €) net de taxe, et sollicite le Juge de l'Expropriation pour donner acte de l'accord intervenu avec les vendeurs et de prononcer, en conséquence, le transfert de propriété de cet immeuble, Nantes Métropole prenant à sa charge les frais de procédure et de publication.
- 3 - Décide d'acquérir des immeubles bâtis situés sur la commune de Vertou, 270 et 276 route de Clisson, cadastrés section AH n<sup>os</sup> 390 pour partie et 391 pour partie, d'une superficie respective de 954m<sup>2</sup> et 1 170m<sup>2</sup> et appartenant à la Société Civile SOGETER pour un montant de QUATRE CENT TRENTE MILLE EUROS (430 000€) net de taxe auquel viendront s'ajouter les frais d'acte notarié.
- 4 - Décide d'acquérir un immeuble non bâti situé sur la commune de Nantes, boulevard Emile Romanet, cadastré section KS n°6 d'une superficie de 2 075 m<sup>2</sup> et appartenant à la Société TOTAL MARKETING SERVICES pour un montant de CINQ CENT VINGT CINQ MILLE EUROS (525 000 €) hors taxe.
- 5 - Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-président délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer les actes à intervenir, payer le prix et les frais afférents aux actes.

## **09 – SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE, CARQUEFOU – RÉHABILITATION DE COLLECTEURS EAUX USÉES SECTEUR NORD EST – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE**

### **EXPOSE**

Suite à la réalisation d'inspections télévisées sur des réseaux d'eaux usées du territoire du pôle Erdre et Loire, le diagnostic a mis en évidence différentes dégradations, liées à la présence d'hydrogène sulfuré ou à des altérations mécaniques.

Des tronçons prioritaires ont été définis comme nécessitant la réalisation de travaux de réhabilitation à court terme, à savoir la rue de la Rongère à Sainte-Luce-sur-Loire (830 mètres linéaires) et la rue Jules Verne à Carquefou (770 mètres linéaires).

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 300 000 € HT, soit 360 000 € TTC (valeur juillet 2015).

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, qui définira précisément la nature des travaux de réhabilitation à mettre en œuvre (tranchée, tubage ou chemisage). Compte tenu du montant estimé de ses honoraires, il sera désigné dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente.

Pour le financement de cette opération, une subvention sera le cas échéant sollicitée auprès de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°043 et libellé « Eaux usées », opération n°2015 3118, libellé «Réhabilitation collecte transferts»

### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

- 1 - Approuve le programme de l'opération de Réhabilitation de collecteurs eaux usées Secteur Nord-Est sur les communes de Sainte-Luce-sur-Loire et de Carquefou.
- 2 - Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 300 000 € HT soit 360 000 € TTC.
- 3 - Sollicite une subvention auprès de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.
- 4 - Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pôle Loire, Sèvre et Vignoble

## **10 – REZE – REHABILITATION DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USÉES ET D'EAUX PLUVIALES RUE FELIX FAURE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE - LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE ADAPTÉE**

### **EXPOSE**

Les passages caméra réalisés dans les canalisations d'eaux usées et d'eaux pluviales rue Félix Faure à Rezé ont permis d'identifier comme prioritaire la réhabilitation des réseaux d'assainissement d'eaux pluviales et d'eaux usées qui apparaissent très détériorés sur une grande partie de la voie.

Les travaux projetés consisteront en la réhabilitation du collecteur, des branchements d'eaux usées et des branchements d'eaux pluviales sur la rue Félix Faure.

L'enveloppe financière prévisionnelle de ce projet est estimée à 335 257 € HT soit 402 308,40 € TTC.

La maîtrise d'œuvre est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La nature homogène des travaux à réaliser justifie le recours à un marché global.

Le montant des travaux est estimé à 304 625 € HT, soit 365 550 € TTC.

Pour cette consultation, Nantes Métropole intervient en qualité d'entité adjudicatrice. En conséquence, et conformément aux articles 144-III et 146 du Code des Marchés Publics, il est proposé de lancer une consultation en procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus :

- au budget assainissement, sur l'AP n°043 libellée « Eaux usées », opération 2015-3118 libellée « Réhabilitation collective et transfert ».
- au budget principal, sur l'AP n°016 libellée « Réseau & traitement eaux pluviales », opération n°2015-2787 libellée « Travaux de réhabilitation structurelle ».

### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

1. Approuve le programme de l'opération de réhabilitation du réseau d'assainissement d'eaux usées et d'eaux pluviales rue Félix Faure sur la commune de Rezé,
2. Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 335 257 € HT soit 402 308,40 € TTC,
3. Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux,
4. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées par le Code des Marchés Publics à l'entité adjudicatrice, notamment attribuer, signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pôle Loire Chézine

### **11 – COUËRON – EXTENSION DU RÉSEAU D'EAUX USÉES - SECTEUR BRIMBERNE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE**

#### **EXPOSE**

Conformément au plan de zonage d'assainissement de la Métropole, l'extension du réseau d'eaux usées sur le secteur Brimberne à Couëron va permettre de desservir en assainissement collectif environ 70 habitations individuelles actuellement pourvues en assainissement autonome. Ce secteur est classé en priorité à l'échelle du territoire de la métropole dans la mesure où le raccordement au réseau collectif permet une optimisation des coûts d'investissement. A titre indicatif, l'opération nécessite la mise en place de 1 900 mètres linéaires de collecteur et branchements.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 520 000 € HT (valeur mai 2015).

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, qui compte tenu du montant estimé de ses honoraires, sera désigné dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°043 Eaux usées, opération 2015 - N° 3117, libellé Extensions réseaux secondaires.

### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

- 1 - Approuve le programme de l'opération d'extension du réseau d'eaux usées - Secteur Brimberne à

Couëron,

2 - Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 520 000 € HT,

3 - Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pôle Nantes Ouest

## **12 – NANTES – TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT RUE ETIENNE ETIENNEZ – MODIFICATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE**

### **EXPOSE**

Par décision n° 2013-1879 du 22 novembre 2013, le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de rénovation du collecteur eaux usées et de ses branchements, situés rue Etienne Etiennez à Nantes, ont été approuvés.

Le réseau d'assainissement ainsi que les branchements particuliers ont subi d'importantes dégradations et le collecteur est vétuste.

Le projet consiste à réhabiliter 232 mètres linéaires de collecteur Ø250, les regards de visite ainsi que les branchements et à créer les regards de façade pour chaque branchement.

En raison de la présence potentielle d'amiante dans les enrobés et de la nécessité de déterminer les précautions à prendre, les travaux n'ont pu être engagés rapidement. Depuis, de nouveaux tests amiante se sont révélés négatifs et permettent le démarrage des travaux.

Cependant, le montant de l'enveloppe financière doit être revu en raison du recours éventuel à une prestation technique alternative qui consiste à réhabiliter le collecteur entièrement en polypropylène afin de garantir une meilleure durabilité du réseau d'eaux usées.

L'enveloppe financière prévisionnelle pour la réalisation de ces travaux est estimée à 220 000 € HT, valeur 2015.

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La nature homogène des travaux à réaliser justifie le recours à un marché global.

Le montant des travaux est estimé à 208 000 € HT.

Pour cette consultation, Nantes Métropole intervient en qualité d'entité adjudicatrice. En conséquence, et conformément aux articles 144-III et 146 du Code des Marchés Publics, il est proposé de lancer une consultation en procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget assainissement sur l'AP 043 « Eaux usées », opération 2013-3118 « réhabilitation collecte et transfert ».

### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

1.Approuve la modification du programme de l'opération « Travaux d'assainissement rue Etienne Etiennez », sur la commune de Nantes, et porte l'enveloppe financière prévisionnelle de 185 000 € HT à 220 000 HT

2.Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux,

3.Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées

par le Code des Marchés Publics à l'entité adjudicatrice, notamment attribuer et signer le marché, et à accomplir les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction du Cycle de l'Eau

### **13 – BOUAYE – CONSTRUCTION D'UN BASSIN DE RÉTENTION DES EAUX PLUVIALES – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE**

#### **EXPOSE**

La construction d'un bassin de rétention des eaux pluviales et la pose de canalisations depuis la rue de l'Ancienne Eglise jusqu'à la rue des Treilles sur la commune de Bouaye permettront de remédier à des dysfonctionnements sur le réseau d'assainissement des eaux pluviales du bassin versant dit « Le Hameau du Centre » qui génèrent des inondations d'habitations et de la voirie. Cette opération permettra en plus de l'amélioration du fonctionnement hydraulique sur le bassin versant et de la desserte d'une zone à urbanisation future, de résoudre les désordres constatés dans l'enceinte du lotissement du Hameau du Centre.

En effet, ces aménagements ont été prescrits dans le cadre d'un litige opposant l'Association Syndicale Libre (ASL) du lotissement et le constructeur dudit lotissement. Ce dernier s'est vu condamné par la cour d'Appel de Rennes à indemniser l'ASL à hauteur de 446 944,16 € TTC, compte tenu de l'insuffisance de capacité du bassin d'orage du lotissement. L'ASL doit en contrepartie de l'indemnisation réaliser les aménagements prescrits par l'expertise judiciaire, permettant de remédier aux désordres. Ils consistent majoritairement en la construction du bassin de rétention, la pose de canalisations sur le domaine public et la mise en conformité du bassin d'orage privé du lotissement. Cette mise en conformité, sur domaine privé, s'effectuera nécessairement dans le cadre d'une déclaration d'intérêt général préfectorale (DIG).

Les travaux sur le domaine public ne pouvant être réalisés que par Nantes Métropole, l'ASL a proposé de reverser l'intégralité de l'indemnisation, dont une partie au moyen d'une offre de concours.

L'acceptation de cette offre de concours par Nantes Métropole sera formalisée par une convention précisant le montant, les conditions et les modalités de versement de l'offre, La convention sera approuvée ultérieurement par décision du vice-président compétent, conformément aux délégations du Conseil à la Présidente.

L'ASL versera ainsi à Nantes Métropole un montant de 275 607,36 € HT soit 330 861,17 € TTC dans le cadre de l'offre de concours, et un montant de 96 697,13 € HT soit 116 082,99 € TTC dans le cadre de la DIG,

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 525 000 € HT soit 630 000 € TTC (valeur mars 2015).

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, qui compte tenu du montant estimé de ses honoraires, sera désigné dans le cadre des délégations du Conseil à la Présidente.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 016 et libellé « *eaux pluviales* », opération 2015 - N° 2789, libellé « *Amélioration hydraulique* ».

#### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

- 1 - Approuve le programme de l'opération de construction d'un bassin de rétention des eaux pluviales sur la commune de Bouaye.
- 2 - Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 525 000 € HT soit 630 000 € TTC.
- 3 - Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction du Cycle de l'Eau

#### **14 - EAU – EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE DES COMMUNES DE COUËRON ET INDRE – PROTOCOLE DE FIN DE CONTRATS**

##### **EXPOSE**

Les contrats de délégation de service public avec la Compagnie des Eaux et de l'Ozone pour l'exploitation du service public d'eau potable des communes de Couëron et d'Indre ont pris fin au 3 février 2015.

La Compagnie des Eaux et de l'Ozone était chargée de fournir et d'installer les compteurs et clapets anti-retour et percevait une rémunération en contrepartie de la mise à disposition et du renouvellement de ces équipements.

Il convient de fixer les modalités de gestion de la fin des contrats relatives :

- au rachat du parc des compteurs, afin que Nantes Métropole devienne propriétaire de ce parc compteurs actuellement propriété de la Compagnie des Eaux et de l'Ozone,
- aux dispositions relatives à la détermination du solde liquidatif de rémunération pour l'exercice 2015 revenant à la Compagnie des Eaux et de l'Ozone.

Le coût du rachat des compteurs s'élève à 174 431,64€ HT.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 2015 AP 044 libellée 'Eau potable', opération n° 3002 libellée 'Matériel et technique de comptage'.

Le protocole de fin de contrat est joint à la présente délibération.

##### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

1 – Approuve les termes du protocole de fin de contrat relatif à l'exploitation et la distribution d'eau potable sur les communes d'Indre et de Couëron.

2 - Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer le protocole.

Direction Logistique

#### **15 – ACQUISITION DE CHARGEUSES PELLETEUSES ET DE PELLETEUSES HYDRAULIQUES SUR PNEUS INFÉRIEURES A 14 TONNES, POUR LE COMPTE DU GROUPEMENT DE COMMANDES CONSTITUÉ PAR LA VILLE DE NANTES ET NANTES MÉTROPOLÉ - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT**

##### **EXPOSE**

Certains services de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes utilisent régulièrement dans le cadre de leurs missions, des matériels de voirie de type chargeuses pelleteuses et pelleteuses hydrauliques. Une partie des matériels actuellement utilisés doit être renouvelée et de nouveaux engins, mieux adaptés aux travaux à réaliser, doivent être acquis.

Pour répondre à ce besoin, il est proposé de lancer une consultation dans le cadre du groupement de commandes constitué par la Ville de Nantes et Nantes Métropole, qui en est désigné coordonnateur.

La consultation comprend 2 lots distincts.

Les marchés, conclus à l'issue de cette consultation, prendront la forme de marchés à bons de commande,

d'une durée initiale d'un an, renouvelables 3 fois par période d'un an.

Les montants minimum et maximum, pour Nantes Métropole, seront les suivants pour la durée des marchés (période initiale et période de reconduction comprise) :

Lots	Désignation	Montant minimum du marché € HT	Montant maximum du marché € HT
1	Acquisition de chargeuses pelleteuses	240 000	1 200 000
2	Acquisition de pelleteuses hydrauliques sur pneus	80 000	600 000

Conformément aux articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert pour l'acquisition de ces matériels.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 2015, chapitre 21 opération n° 2015/9626 libellée « Acquisition et renouvellement de matériels et équipements de voirie ».

### LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

- 1 - Autorise le lancement d'un appel d'offres ouvert pour l'acquisition de chargeuses pelleteuses et de pelleteuses hydrauliques sur pneus inférieures à 14 Tonnes, dans le cadre du groupement de commandes constitué par la Ville de Nantes et Nantes Métropole,
- 2 - Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur par le Code des Marchés Publics, notamment à signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Département Territoires et Proximité

### 16 – PÔLE FUNÉRAIRE DE SAINT-JEAN-DE-BOISEAU – APPROBATION DU DOSSIER REGLEMENTAIRE UNIQUE ET DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

#### EXPOSE

Le territoire de Nantes Métropole comprend aujourd'hui deux cimetières métropolitains situés à Thouaré-sur-Loire et aux Sorinières ainsi qu'un crématorium métropolitain à Nantes (Cimetière Parc). En effet, au titre de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les métropoles exercent de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence suivante : « *Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums* ».

Pour faire face aux besoins croissants sur le territoire de l'agglomération, Nantes Métropole a décidé de construire sur la commune de Saint-Jean-de-Boiseau, au lieu-dit « Les Grandes Landes », un pôle funéraire constitué d'un cimetière paysager métropolitain et d'un crématorium. Le site retenu est situé au sud-ouest du bourg de Saint-Jean-de-Boiseau. Il est délimité au Nord par la rue de la Prunière, à l'Ouest par des boisements, au Sud par la RD723 et à l'est par la rue du Landas, axe routier permettant l'accès au bourg de la commune depuis l'échangeur du Landas. Ce site s'étend sur une surface de 8,1 hectares dont 1,2 hectare consacré au crématorium, à ses équipements annexes et à ses abords.

Afin de renforcer la capacité d'accueil et d'anticiper les besoins, la création d'un **troisième cimetière métropolitain** s'est avéré nécessaire pour les communes du sud-ouest de l'agglomération, et en particulier pour les communes de La Montagne et de Saint-Jean-de-Boiseau.

Par délibération en date du 23 mars 2012, le bureau communautaire a approuvé le programme de

l'opération d'aménagement du cimetière métropolitain.

Par délibération en date du 14 décembre 2012, le conseil communautaire de Nantes Métropole a retenu le principe de la délégation de service public, notamment, pour **la création d'un nouveau crématorium à Saint-Jean-de-Boiseau**. Par délibération du conseil communautaire du 15 décembre 2014, Nantes Métropole a attribué à Omnium de Gestion et de Financement (OGF) la délégation de service public pour une durée de 12 ans. Le nouvel équipement comprendra, entre autres, un équipement de crémation (Four pyrolytique et ligne de filtration), deux salles de cérémonie, deux salles de convivialité, une salle de remise des cendres et une salle de visualisation. Un jardin du souvenir sera implanté sur le côté sud-ouest de l'équipement. Un parking de 80 places sera implanté au nord est du crématorium.

Le projet de pôle funéraire relève de différentes législations. A ce titre, il fait l'objet de plusieurs procédures et autorisations :

- Conformément aux articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement, le projet est soumis à une demande de déclaration au titre de la loi sur l'eau.
- Conformément à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement et à son annexe, le projet est soumis à étude d'impact.
- Une évaluation des incidences Natura 2000 doit être réalisée en vertu de l'article L.414-4 du Code de l'Environnement.
- Conformément à l'article L.2223-40 du Code Général des Collectivités Territoriales, la création d'un crématorium doit faire l'objet d'un arrêté d'autorisation du Préfet, pris après enquête publique.
- Enfin, la réalisation du projet nécessite la maîtrise foncière de l'ensemble du périmètre. Les acquisitions se feront, si nécessaire, par voie d'expropriation. De plus, le Plan Local d'Urbanisme de Saint Jean de Boiseau actuellement en vigueur ne permet pas la réalisation du projet. Il est notamment nécessaire de modifier le zonage actuel (NX) en 1AUm.  
Par conséquent, une procédure de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU doit être engagée, laquelle nécessite l'organisation d'une enquête publique.

En accord avec les services de la Préfecture, ces différents volets des procédures réglementaires devant être menées, font l'objet d'un dossier unique comprenant toutes les pièces réglementairement requises au titre de ces différentes législations, et qui permettra la tenue d'une enquête publique unique, comme prévu par l'article L.123-6 du Code de l'Environnement.

Le dossier unique, consultable à la Direction Générale Déléguée à la Cohérence Territoriale (direction de l'espace public), est donc constitué :

- d'une note de présentation non technique
- d'une présentation du contexte réglementaire
- d'une présentation et justification du projet
- d'une étude d'impact
- du dossier d'enquête parcellaire
- d'un volet mise en compatibilité du PLU

Il vous est ainsi proposé d'approuver le dossier unique tel que décrit ci-dessus, et de solliciter Monsieur le Préfet pour l'ouverture d'une enquête publique unique regroupant l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU, l'enquête parcellaire, et l'enquête requise au titre de l'article L.2223-40 du CGCT pour la création du crématorium.

### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

1 – Approuve le dossier unique tel que décrit ci-dessus, lequel sera soumis à une enquête publique unique conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Environnement.

2 – Sollicite de M. le Préfet l'ouverture de l'enquête publique unique regroupant l'enquête préalable à la

déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU, l'enquête parcellaire, et l'enquête requise au titre de l'article L.2223-40 du CGCT pour la création du crématorium.

3 – Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction de l'Immobilier

## **17 – GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE NANTES METROPOLE ET LA VILLE DE NANTES – TRAVAUX DE DEMOLITIONS SUR DES PROPRIETES DE NANTES METROPOLE ET DE LA VILLE DE NANTES – LANCEMENT D'UN ACCORD-CADRE**

### **EXPOSE**

Le Bureau communautaire, lors de sa séance du 3 juillet 2009, a décidé la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville de Nantes, le CCAS et Nantes Métropole concernant différentes familles d'achat, dont les démolitions de bâtiments sans reconstruction immédiate, Nantes Métropole étant le coordonnateur.

Le marché actuel correspondant à ces travaux arrive à échéance, il convient de lancer une nouvelle consultation dans le cadre du groupement de commandes précité entre la Ville de Nantes et Nantes Métropole, dans les termes et conditions définis par les articles 1<sup>er</sup> et 76 du Code des Marchés Publics, pour la passation d'un accord-cadre multi-attributaires.

En tant que coordonnateur, Nantes Métropole pilote la procédure de passation de l'accord-cadre, son attribution, sa signature, sa notification et sa reconduction. S'agissant des marchés subséquents, Nantes Métropole assure les mêmes fonctions. Les membres du groupement assurent quant à eux l'exécution opérationnelle ainsi que l'exécution financière. La CAO compétente est celle du coordonnateur.

La nature homogène des travaux à réaliser justifie le recours à un accord-cadre global.

Cet accord-cadre sera conclu, à compter de sa date de notification, pour une durée de deux ans ferme, reconductible une fois deux ans. Il n'est pas fixé de seuil minimum. Le montant maximum pour Nantes Métropole s'élève à 2 500 000 € HT, sur la durée totale du marché.

Conformément aux articles 28 et 76 du Code des Marchés Publics, il vous est proposé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux de démolition.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP 039 patrimoine immobilier, opération récurrente N° 3163 travaux en copropriété et mises en sécurité.

### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

1. Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la conclusion d'un accord-cadre multi-attributaires, sans minimum mais avec un maximum de 2 500 000 € HT pour Nantes Métropole, sur la durée totale du marché, pour les travaux de démolition sur des propriétés de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes pour le compte des membres du groupement constitué des deux collectivités.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur par le Code des Marchés Publics, notamment à attribuer et signer l'accord-cadre et à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**18 - NANTES – BOULEVARD JULES VERNE – VENTE A LA SOCIETE CIF COOPERATIVE DES VOLUMES N°1, 3 ET 7 ET D'UNE PART INDIVISE DES LOTS 4, 5 ET 6 AU SEIN DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER A CONSTRUIRE SUR LES PARCELLES CADASTREES AO N° 283, 373, 375, 377 ET 379**

**EXPOSE**

Dans sa séance du 21 février 2014, le bureau communautaire a approuvé la réalisation d'un ensemble immobilier mixte de bureaux, logements et local d'activité, en co-maîtrise d'ouvrage avec la société CIF COOPERATIVE sur une réserve foncière non bâtie cadastrée AO 283, 373, 375, 377 et 379 située boulevard Jules Verne à Nantes. Ce foncier était précédemment à usage de plateforme de bus ; celle-ci est démantelée depuis l'automne 2012, à la suite de la mise en service du pôle multimodal de la gare Haluchère Batignolles.

La convention de co-maîtrise d'ouvrage signée le 21 mars 2014 fixe les principes de réalisation et de financement des différents programmes constituant l'ensemble immobilier, à savoir le programme du futur pôle métropolitain Erdre et Loire et l'opération privée portée par CIF COOPERATIVE pour la réalisation d'un programme de bureaux dont Pôle Emploi sera locataire, de 40 logements abordables et d'un local d'activité. Cet ensemble immobilier complexe fait l'objet d'une division en volumes définissant les volumes de chaque futur propriétaire ainsi que les règles et l'organisation de cet ensemble.

Ainsi, le volume 2 accueillera le siège du Pôle Erdre et Loire et reste donc la propriété de Nantes Métropole, propriétaire également dans le volume 1, future copropriété de logements, des lots relatifs aux 18 stationnements et au local vélos d'environ 70 m<sup>2</sup> associés au Pôle en sous-sol. Les volumes 1 (logements en copropriété), 3 (bureaux loués à Pôle Emploi) et 7 (local d'activité) sont destinés à recevoir l'opération privée. Enfin, les volumes 4, 5 et 6 constituent les éléments d'intérêt collectif, appartenant en indivision aux propriétaires de volumes et dont la propriété sera transférée à une association syndicale en fin d'opération par chacun des propriétaires.

Le permis de construire étant en cours d'instruction, le calendrier prévoit un démarrage du chantier au dernier trimestre 2015, les bureaux du siège Pôle Erdre et Loire devant être réceptionnés au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Il est donc proposé de procéder à la vente, à la société CIF COOPERATIVE, des volumes à construire n°1, dans lequel seront remis à Nantes Métropole, sans flux financier, conformément à la convention de co-maîtrise d'ouvrage, en fin d'opération les lots de copropriété dédiés aux 18 stationnements et au local vélo financés via la co-maîtrise d'ouvrage, ainsi que les volumes n°3 et n°7 et d'une part indivise des volumes 4, 5 et 6 de l'ensemble immobilier cadastré AO n° 283, 373, 375, 377 et 379. Le prix convenu entre les parties est de 654 200 € net vendeur, calculé sur la base de la surface plancher afférente totalisant 3 740 m<sup>2</sup> et des prix de référence retenus selon la destination des programmes. France Domaine a émis un avis favorable en date du 23 juin 2015.

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

1. Décide de vendre à la société CIF COOPERATIVE, au prix net vendeur de 654 200 €, les volumes à construire n°1, dans lequel seront remis à Nantes Métropole, sans flux financier, en fin d'opération les lots de copropriété dédiés aux 18 stationnements et au local vélo financés via la co-maîtrise d'ouvrage, ainsi que les volumes n°3 et n°7 et d'une part indivise des volumes 4, 5 et 6 de l'ensemble immobilier.
2. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée, à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'acte à intervenir.

**19 – SOUSCRIPTION D'UN CONTRAT D'ASSURANCE « FLOTTE AUTOMOBILE ET RISQUES ANNEXES » POUR LE COMPTE DU GROUPEMENT DE COMMANDES CONSTITUE ENTRE NANTES METROPOLE ET LA VILLE DE NANTES – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT**

**EXPOSE**

Nantes Métropole est légalement tenue de garantir son parc automobile par un contrat d'assurance «flotte automobile»

L'actuel contrat d'assurance flotte automobile arrive à échéance le 31 décembre 2016.

A l'occasion du renouvellement du contrat d'assurance flotte automobile de la Ville de Nantes, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, il est proposé de lancer une nouvelle consultation qui intégrera les besoins de Nantes Métropole dans le cadre d'un groupement de commandes, constitué de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole, la Ville de Nantes étant désignée coordonnateur.

Le marché conclu à l'issue de cette consultation prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour Nantes Métropole et au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour la Ville de Nantes.

Le montant de cette consultation est estimé à 1 375 000 €HT soit 1 650 000 € toutes taxes (taxes d'assurance) sur une durée prévisionnelle de 4 ans pour Nantes Métropole.

Conformément aux articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la réalisation de ces prestations.

Les crédits correspondants seront inscrits dans les propositions budgétaires 2017 au chapitre 011.

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

1 - Autorise le lancement, par la Ville de Nantes, d'un appel d'offres ouvert pour la souscription d'un contrat d'assurance « flotte automobile et risques annexes » en groupement de commandes, constitué de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole.

2 - Autorise la Ville de Nantes à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur par le Code des Marchés Publics, notamment à signer le marché.

3 - Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**20 - DISPOSITIONS DIVERSES**

**EXPOSE**

Direction du Cycle de l'Eau

**1) EAU – REMISE GRACIEUSE POUR FUITES**

Nantes Métropole a approuvé, par délibération du 21 juin 2002, un dispositif de remise gracieuse en cas de fuite survenant sur les installations privatives des abonnés et ayant provoqué une hausse importante de leurs volumes d'eau consommés.

Ce dispositif s'applique aux abonnés non domestiques. Un autre mécanisme de dégrèvement tarifaire, issu de la loi « Warsmann » du 17 mai 2011 et intégré au règlement de service d'eau potable de Nantes Métropole par délibération du 14 octobre 2013, concerne les abonnés domestiques.

A partir des relevés qu'ils effectuent, les opérateurs public et privé détectent systématiquement les variations

anormales des consommations de leurs abonnés et informent ces derniers pour qu'ils puissent trouver l'origine d'une fuite éventuelle, réparer ou faire réparer leurs installations privées d'eau potable, délimitées par le joint après compteur. La différence entre la moyenne des consommations antérieures et le volume exceptionnel relevé permet de fixer le volume de la surconsommation.

Conformément au règlement du service de distribution d'eau potable sur le territoire de Nantes Métropole, les dégrèvements ne sont accordés qu'en présence de fuites indécélables et de cas particulier soumis à l'appréciation de l'autorité organisatrice.

Sauf cas particulier, les remises gracieuses pour fuites exonèrent les abonnés non domestiques de la moitié de la consommation d'eau potable due à la fuite et de la totalité des taxes et redevances liées à l'assainissement et à l'Agence de l'eau.

En ce qui concerne le dispositif de remise gracieuse, le Conseil Communautaire en date du 16 avril 2014 a délégué au Bureau la possibilité d'accorder ces remises pour fuite d'eau potable pour celles présentant un montant supérieur à 5 000 € TTC par contrat d'abonnement.

Direction des finances

## **2) ADMISSION EN NON VALEUR D'UNE CREANCE IRRECOURABLE**

Dans le cadre de l'exploitation de la station d'épuration de Tougas, deux lots de boues ont été déclarés non conformes fin 2006 et début 2007 en raison d'une concentration en PCB (polychlorobiphényles) très supérieure aux normes autorisées.

A la suite de l'action judiciaire engagée par Nantes Métropole, le Tribunal correctionnel, par jugement du 14 mars 2013, a condamné Monsieur Jean-Paul GUILLET, représentant la société 2GM qui était intervenue sur un chantier de dépollution pour le compte d'un propriétaire privé, à payer à Nantes Métropole, partie civile, la somme de 257 503,30 € au titre de dommages et intérêts et 2 000 € au titre des frais non payés par l'État.

Un titre de recette (n° 2013-1921) d'un montant de 259 503,30 € a été émis en conséquence le 18 juin 2013 à l'encontre de Monsieur GUILLET.

Lors du recouvrement de cette créance, il s'avère que cette somme n'a pu être perçue du fait de l'insolvabilité du débiteur.

Monsieur le Receveur des finances de Nantes Métropole, après avoir exercé toutes les poursuites et constaté que la somme est irrécouvrable, demande à Nantes Métropole de statuer sur cette créance afin qu'elle soit admise en non valeur.

Les crédits sont prévus au budget principal, opération 2079 « gestion financière courante », chapitre 65.

Direction de l'Immobilier

## **3) NANTES – BOULEVARD BÉNONI GOULIN – VENTE A LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE DES VOLUMES N°3 ET 4 AU SEIN DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER A CONSTRUIRE BIO OUEST/IRS CAMPUS ET IRS 2 CADASTRE DW 101 - ABROGATION**

Lors de la séance du 18 octobre 2010, le conseil communautaire a approuvé le programme de construction d'un immeuble d'entreprises dédié aux biotechnologies (Bio Ouest) et de locaux de recherche au titre du Plan Campus Prometteur (Institut de recherche en santé, IRS, Campus), afin d'accompagner le développement du pôle de compétitivité Atlanpole Biothérapies et la relocalisation du CHU sur l'île de Nantes.

Le site cadastré DW 101 pour 4 689 m<sup>2</sup> sis boulevard Bénoni Goulin à Nantes, appartenant à Nantes

Métropole, a été retenu pour accueillir ce projet qui totalisera plus de 12 000 m<sup>2</sup> de surface plancher, développés sur un niveau de sous-sol, rez-de-chaussée + 5 étages + attique.

Anciennement, le site accueillait le centre technique du pôle Nantes Loire. Celui-ci a intégré de nouveaux locaux rue du Tonkin au printemps 2014 ; le site a depuis été démoli.

Afin d'optimiser le foncier, la construction de deux bâtiments est prévue sur la parcelle DW 101 :

- Bio Ouest/IRS Campus, sous maîtrise d'ouvrage Nantes Métropole, la maîtrise d'ouvrage de la partie IRS Campus lui ayant été confiée par l'Etat
- IRS 2 (Institut de recherche en santé), dont la maîtrise d'ouvrage a été confiée par l'Etat à la Région Pays de la Loire.

Des mutualisations techniques et fonctionnelles entre ces deux bâtiments sont réalisées, aussi une division en volumes de ce futur ensemble immobilier complexe a été privilégiée à une division foncière juxtaposant simplement les 2 programmes.

Conformément aux conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage conclues avec l'Etat, à l'issue de la construction, la Région des Pays de La Loire remettra à l'Etat les locaux de l'IRS 2 et Nantes Métropole remettra à l'Etat les locaux de l'IRS Campus.

A terme, l'ensemble immobilier aura donc deux propriétaires distincts : Nantes Métropole pour les locaux dédiés à l'accueil des entreprises (Bio Ouest- volume 5) et l'Etat pour l'IRS Campus (volumes 7 et 8) et l'IRS 2 (volumes 3 et 4), étant précisé que l'Université de Nantes en sera affectataire. Les volumes 1, 2 et 6 seront des volumes indivis correspondant aux espaces et équipements d'intérêt collectif qui seront gérés dans le cadre d'une association syndicale libre.

Au regard de ce processus, il est nécessaire que les volumes 3 et 4, correspondant à l'IRS 2, soient vendus à la Région des Pays de La Loire en tant que maître d'ouvrage pour le compte de l'Etat. Totalisant 5 608 m<sup>2</sup> de surface plancher au permis de construire, le prix retenu entre les parties a été fixé à 200 €/m<sup>2</sup> soit 1 121 600 € net vendeur. France Domaine a émis un avis favorable en date du 14 avril 2015 sur ce montant.

Par délibération n°2015-50 en date du 29 mai 2015, le bureau métropolitain a approuvé le déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée DW 101 pour 4 689 m<sup>2</sup>, située Boulevard Bénoni Goulin à Nantes ainsi que la vente de cette parcelle à la Région des Pays de la Loire.

Or , le déclassement ne relève pas de la compétence du Bureau, mais des délégations du Conseil à la Présidente. Une décision a été prise en ce sens. Il convient d'abroger la délibération n°2015-50 en date du 29 mai 2015 et de délibérer à nouveau sur la vente de ce bien.

Direction Action Foncière

#### **4) NANTES – OPÉRATION LIGNE CHRONOBUS C6 - ACQUISITION D'IMMEUBLES NON BÂTIS AUPRÈS DU CRÉDIT MUTUEL – CESSION AU CRÉDIT MUTUEL – ABROGATION**

Par délibération n°2014-117 en date du 28 novembre 2014, le Bureau communautaire a approuvé les modalités d'acquisitions auprès du CREDIT MUTUEL, dans le cadre de l'opération Chronobus C6, des parcelles non bâties cadastrées RS n°302, 306, 307, 310, 311, 313, 314, 315 et 318, pour une superficie totale de 4 838 m<sup>2</sup>, situées sur la commune de Nantes, Rue du Port Boyer et Route de Saint-Joseph.

Or, cette délibération comporte des erreurs dans la désignation de l'emprise foncière à acquérir auprès du CREDIT MUTUEL, et de ce fait dans les prix de vente.

Compte tenu du nouveau montant de la transaction, l'acquisition et la cession des parcelles se feront dans le cadre des délégations du Conseil à la Présidente, par une décision qui devra intervenir postérieurement à la délibération du Bureau.

## LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,

1. Décide d'accorder une remise gracieuse aux abonnés figurant sur le tableau joint en annexe 1,
2. Décide d'admettre en non valeur la créance émise le 18 juin 2013 par le titre n° 2013-1921 à hauteur de 259 503,30 € à l'encontre de Monsieur Jean-Paul GUILLET,
3. Décide d'abroger la délibération n°2015-50 du 29 mai 2015,
4. Décide de vendre à la Région des Pays de La Loire les volumes 3 et 4 dépendant de l'ensemble immobilier à construire Bio Ouest/IRS et IRS 2 cadastré DW 101, boulevard Bénoni Goulin à Nantes pour un montant de 1 121 600 € net vendeur. La régularisation interviendra par acte notarié aux frais de la Région des Pays de La Loire,
5. Abroge la délibération n°2014-117 en date du 28 novembre 2014,
6. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-président délégué à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'acte à intervenir.

Direction Contrôle de gestion

### 21 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX TIERS

#### EXPOSE

Dans le cadre de ses politiques publiques, Nantes Métropole attribue des subventions.

#### ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE ET INNOVATION

Pôle de compétitivité dédié aux technologies avancées de production, **le pôle EMC2** a élaboré une feuille de route stratégique avec une double ambition de devenir une référence mondiale et de conforter le développement du territoire et de ses acteurs par le biais de l'innovation collaborative. Afin de renforcer l'action du pôle EMC2 sur les trois axes de son développement (soutien aux PME/PMI, responsabilité sociétale et visibilité à l'international), Nantes Métropole s'est engagée à soutenir le pôle par le biais d'une subvention annuelle de fonctionnement. Ce soutien s'inscrit dans le cadre d'une convention triennale couvrant les années 2014 à 2016. Pour la deuxième année, il vous est proposé d'approuver une subvention annuelle de fonctionnement de **50 000 €**

Le pôle de compétitivité **Images et Réseaux** réunit les acteurs des technologies de l'information, des télécoms et de l'audiovisuel en Bretagne et Pays de la Loire pour développer les technologies avancées et les nouveaux usages de l'internet du futur, de la télévision et des contenus numériques de demain. Afin de lui permettre de renforcer son ancrage territorial sur Nantes notamment via l'organisation et l'animation d'événements sur l'innovation numérique, de s'engager dans la formation et la gestion des emplois et compétences, et de favoriser sa visibilité à l'international, Nantes Métropole s'est engagée à subventionner le pôle par le biais d'une subvention annuelle de fonctionnement, dans le cadre d'une convention triennale 2014/2016. Pour la deuxième année, il vous est proposé d'approuver une subvention annuelle de fonctionnement de **50 000 €**

L'association **PiNG** a pour but de mettre à disposition des ressources humaines et techniques liées aux usages du multimédia dans une démarche de coopération. Elle a développé une réflexion autour de la fabrication numérique et du prototypage rapide, qui consiste à produire un objet physique à partir d'un fichier numérique en réalisant un prototype. Cette réflexion a conduit à la mise en place à titre expérimental d'une plateforme collaborative ouverte de type fablab dénommée « Plateforme C ». L'association sollicite de nouveau le soutien de Nantes Métropole afin de poursuivre cette expérimentation en 2015. Aussi, il vous est proposé d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de **30 000 €** (cf convention en

annexe 1).

Le colloque scientifique European Association of Veterinary Pharmacology and Toxicology (EAVPT), organisé par ONIRIS, se déroulera du 19 au 22 juillet 2015 à la Cité des Congrès de Nantes. Cette manifestation internationale, qui a lieu tous les 3 ans dans un pays européen, réunira plus de 450 chercheurs et entreprises dont 90% d'étrangers, autour de l'actualité réglementaire concernant le développement et l'usage des médicaments (concept One Health). Cet évènement valorise la recherche dans le domaine de la pharmacologie. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **15 000 €** en faveur de l'association **AGISMED**, gestionnaire financier de l'évènement (cf convention en annexe 2).

Le congrès scientifique European Wave and Tidal Energy Conference Series (EWTEC) 2015, organisé par le Laboratoire LHEEA et le CNRS, se déroulera du 6 au 11 septembre 2015 à la Cité des Congrès de Nantes sur la thématique des énergies marines renouvelables (EMR). 500 chercheurs, étudiants, entreprises, ingénieurs, techniciens, dont 75% venant de 30 pays différents y sont attendus. Il s'agit d'une manifestation internationale qui fait partie des 2 grands évènements 2015 dédiés aux filières d'énergies marines sur Nantes, avec Thétis. Cet évènement valorise l'activité de l'Ecole Centrale de Nantes et du CNRS dans ce domaine. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **14 800 €** en faveur du **CNRS DR17**, gestionnaire financier de l'évènement (cf convention en annexe 3).

Le Colloque scientifique PADiBa (Plan Apoplastic Diffusion Barriers), organisé par l'INRA, se déroulera du 2 au 4 septembre 2015 à la Cité des Congrès de Nantes. Ce colloque biennal réunira 150 chercheurs dont 75% d'étrangers sur le thème des barrières apoplastiques - filières végétales, polymères et environnement. Les dernières avancées scientifiques et innovations dans le domaine sont appliquées dans les secteurs agroalimentaires et non alimentaires. Cet évènement conforte l'image des laboratoires de recherche nantais, l'INRA et le GEPEA qui travaillent sur cette thématique. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **6 750 €** en faveur de l'**Institut National de la Recherche Agronomique (INRA)** (cf convention en annexe 4).

SOURDOUGH Symposium est un colloque scientifique organisé par ONIRIS et l'INRA qui se déroulera du 30 septembre au 2 octobre 2015 à la Cité des Congrès de Nantes. Cette manifestation internationale, qui a lieu tous les 3 ans dans un pays différent, accueillera près de 180 chercheurs dont 75% d'étrangers autour de la thématique « fermentations céréalières » - filière boulangerie viennoiserie pâtisserie. Il s'agit d'un évènement qui valorise la recherche dans le secteur agroalimentaire. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **4 000 €** en faveur d'**ONIRIS** (cf convention en annexe 5).

Le colloque scientifique « CMSB 2015 » (Computational Methods for Systems Biology) se déroulera du 16 au 18 septembre 2015 à la Cité des Congrès de Nantes. Organisé par le CNRS et l'IRCCYN, cette manifestation internationale sur la thématique de la bio informatique et de la biologie des systèmes réunira une centaine de scientifiques dont 70% d'étrangers. Cette manifestation scientifique est soutenue dans le cadre de la convention Campus Nantes entre l'Université et Nantes Métropole. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **9 500 €** en faveur du **CNRS - DR17** (cf convention en annexe 6).

La Société Française de Lutte contre le SIDA organise les 8 et 9 octobre 2015 à la Cité des Congrès de Nantes, son congrès national. 600 professionnels de la santé sont attendus. Le thème de cette rencontre portera sur les nouvelles technologies et le VIH. Ce congrès correspond aux axes du Pôle Atlanpole Biothérapies par ses thématiques immunobiothérapies et par le déploiement de l'interfilière TIC pour le suivi et le traitement du VIH. 1 700 médecins chercheurs nantais sont impliqués dans cette thématique. Il est proposé d'allouer une subvention de fonctionnement de **5 800 €** en faveur de la **Société Française de Lutte contre le SIDA** (cf convention en annexe 7).

#### DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE / TOURISME

**La Jeune Chambre Economique de Nantes** rassemble des personnes souhaitant agir sur les problèmes économiques, sociaux et culturels ayant trait à la vie locale, nationale voire internationale. Elle organise une multitude d'actions avec pour ambition de devenir une institution de l'action citoyenne. A titre d'exemple, en 2014, la JCE est notamment intervenue sur le thème de l'économie circulaire. Il est donc proposé de lui attribuer une subvention annuelle de fonctionnement de **3 100 €** au titre de l'année 2015.

L'association SONGO a pour objet de développer des projets artistiques et culturels dans différents domaines notamment celui du multimédia et des arts numériques. L'intérêt est de proposer un champ large et ouvert à la création numérique où se croisent des techniques et formes innovantes. Cette pratique qui allie l'art et le numérique diffusés sous l'angle artistique, permet de renforcer les synergies entre le monde des créatifs, le monde de la recherche et de l'innovation. Nantes Métropole a souhaité s'associer au financement du Festival Scopitone, événement phare qui se déroulera du 15 au 19 septembre 2015 pendant la semaine de la Digital Week. Il est proposé d'allouer une subvention de fonctionnement de **25 000 €** en faveur de l'association **SONGO** (cf convention en annexe 8).

Le Réseau Entreprendre Atlantique (REA) organise le 17 septembre 2015 au Solilab, la soirée annuelle de remise des prix destinés aux lauréats du Réseau Entreprendre Atlantique. Cet événement consiste à primer des nouveaux chefs ou repreneurs d'entreprises. L'objectif du REA est de les accompagner pour leur intégration dans le tissu économique de la métropole nantaise. Des acteurs de la création d'entreprises, des chefs d'entreprises et des représentants du monde économique, social et politique participeront à cette soirée. 800 participants environ y sont attendus. L'association Réseau Entreprendre Atlantique est un acteur œuvrant depuis 10 ans sur le territoire, reconnu, performant et fortement ancré dans le tissu économique local. Son action s'inscrit dans la politique métropolitaine de soutien à la création d'entreprises ciblant des projets à potentiel. Il est proposé d'allouer une subvention de fonctionnement de **2 000 €** en faveur du **Réseau Entreprendre Atlantique** (cf convention en annexe 9).

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes Saint Nazaire organise le salon professionnel International Connecting Day le 1er octobre 2015 dans ses locaux. 1 200 entreprises des Pays de la Loire développant une activité à l'international sont attendues. Il s'agit d'une journée destinée à informer les entrepreneurs sur les opportunités de développement à l'international dans une logique d'échanges et de partage d'information et de réseaux. Dans le cadre de la démarche d'internationalisation du territoire, cet événement économique positionne Nantes et son agglomération comme métropole de référence. Il est proposé d'allouer une subvention de fonctionnement de **5 000 €** en faveur de **la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes Saint-Nazaire** (cf convention en annexe 10).

La Confédération Générale de l'Alimentation en Détail de Loire-Atlantique, en collaboration avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Loire Atlantique, organise des concours de grande renommée et des remises de trophées que proposent quatre organisations professionnelles (Boucherie, Boulangerie, Charcuterie, Pâtisserie) dans le cadre du salon SERBOTEL qui se déroulera du 18 au 21 octobre 2015 au Parc des Expositions de la Beaujoire. Il s'agit de la 16<sup>ème</sup> édition de ce salon biennal de notoriété reconnue qui porte sur les métiers de l'artisanat alimentaire. Il accueille près de 32 000 visiteurs dont 300 étrangers de 9 pays différents à chaque édition. Cette initiative s'inscrit dans la politique de soutien aux actions valorisant les métiers de l'artisanat alimentaire et les services de proximité, et favorise le rayonnement de l'activité des Pôles de compétitivité dans le domaine de la recherche agroalimentaire. Il est proposé d'allouer une subvention de fonctionnement de **5 000 €** en faveur de **la Confédération Générale de l'Alimentation en Détail de Loire-Atlantique**, gestionnaire financier de l'évènement (cf convention en annexe 11).

Le **Syndicat Mixte Angers Nantes Opéra (SMANO)** est un acteur structurant de l'agglomération et de la Région, vecteur de rayonnement culturel et d'attractivité de la métropole nantaise. Le Conseil Communautaire, par délibération du 15 décembre 2014, a approuvé le transfert de la compétence « Direction et gestion de l'opéra » de la Ville de Nantes vers Nantes Métropole afin de pouvoir développer une politique dynamique en matière d'art lyrique, basée sur l'exigence artistique, résolument tournée vers tous les publics, et contribuant à la politique culturelle du territoire. Afin de permettre au SMANO de renouveler son matériel, Nantes Métropole souhaite participer à son financement. C'est dans ce cadre que les parties se sont rapprochées pour élaborer les termes d'une convention. Il est proposé de verser au SMANO une subvention d'investissement s'élevant à **50 000 €** (cf convention en annexe 12).

## SPORT DE HAUT NIVEAU

Nantes Métropole, lors du Conseil du 15 décembre 2014, a approuvé une politique de soutien au sport de haut niveau concourant au rayonnement et à l'attractivité du territoire. La Métropole a retenu les clubs qui répondent à l'un ou l'autre des critères suivants :

- les clubs dits « professionnels » évoluant au 1<sup>er</sup> ou 2<sup>ème</sup> échelon national dans une discipline olympique dotée d'une ligue professionnelle et les clubs « amateurs » métropolitains qui évoluent au 1<sup>er</sup> échelon national dans une discipline attractive de haut niveau
- les clubs accueillant des athlètes qualifiés de « sportifs de haut niveau » par le ministère des sports.

Dans ce cadre, notamment conformément au 1<sup>er</sup> critère cité ci-dessus, il est proposé d'attribuer pour la première partie de la saison 2015-2016, les subventions de fonctionnement suivantes :

- **300 000 €** au **HBC Nantes**, qui évolue en Division 1 de handball masculin et en coupe d'Europe pour la 5<sup>ème</sup> saison consécutive (cf convention en annexe 13)
- **228 250 €** au **Nantes Loire Atlantique Handball (NLAH)**, qui évolue en Division 1 de handball féminin et qui, pour la première fois, évoluera en coupe d'Europe (cf convention en annexe 14)
- **300 000 €** au **Nantes Rezé Basket (NRB)** engagé en Ligue féminine professionnelle de basket et qui participera à la Coupe d'Europe pour la 6<sup>ème</sup> saison consécutive (cf convention annexe 15)
- **218 750 €** au **Volley Ball Nantes (VBN)** qui évolue en Ligue A féminine et, pour la 2<sup>nde</sup> saison consécutive, en coupe d'Europe (cf convention en annexe 16)
- **279 750 €** à l'**ASB Rezé Volley** (ex. Union de Groupement Sportif Nantes Rezé Métropole Volley qui a réintégré un de ses clubs parents, l'ASB Rezé Volley) dont l'équipe masculine évolue en Ligue A (cf convention en annexe 17)
- **300 000 €** à l'**Hermine de Nantes Atlantique**, qui évolue en Pro B de basket masculin (2<sup>ème</sup> plus haut niveau national) (cf convention en annexe 18)
- **15 000 €** au **Futsal Club de l'Erdre Atlantique (FCEA)** qui évolue dans l'élite en Division 1 de Futsal (cf convention en annexe 19)
- **18 000 €** au **Nantes Métropole Athlétisme (NMA)** engagé en championnat de France Elite (cf convention en annexe 20)

Par ailleurs, dans ce même cadre, s'agissant des manifestations et évènements sportifs à caractère national et international, contribuant à l'attractivité Métropolitaine, il est proposé d'attribuer les subventions de fonctionnement suivantes :

- d'une part, il est proposé de verser une subvention de fonctionnement de **50 000 €** au **Comité Départemental de basket-ball de Loire-Atlantique**, pour l'organisation d'un match international de basket masculin France / Ukraine, le 14 août 2015, dans la nouvelle salle métropolitaine de la Trocardière à Rezé. D'autre part, il est proposé de verser une subvention de fonctionnement de **20 000 €** à ce même organisme, pour l'accueil et la mise en œuvre de l'Assemblée Générale de la Fédération Française de Basket-ball, du 15 au 18 octobre 2015, à la Cité Internationale des Congrès de Nantes. Par conséquent, il est proposé d'approuver la signature d'une convention de partenariat avec l'organisateur de ces deux évènements de basket, à savoir le Comité Départemental de basket 44 pour une subvention totale de fonctionnement de **70 000 €** (cf convention en annexe 21).
- il est proposé de verser une subvention de fonctionnement de **5 000 €** à l'Association **Squash Rezé**, pour l'organisation d'un tournoi international de squash, du 2 au 6 septembre 2015, au Lieu Unique grâce à l'installation d'un court vitré dans l'une des salles.

## EMPLOI ET INNOVATION SOCIALE

L'association **NAPCE** est un collectif d'associations et de particuliers agissant pour le développement du commerce équitable. Elle a pour principale mission l'information et la sensibilisation de tous les publics, et

apporte notamment un soutien à 17 communes de la métropole dans ce cadre.

Afin de soutenir la mise en œuvre de son programme d'actions 2015, qui porte, entre autres, sur l'animation de la Charte Nantes territoire de Commerce Equitable (TdCE) en faveur de l'achat et de la consommation responsable, en lien avec la plateforme Responsabilité Sociétale des Entreprises et l'organisation d'évènements grand public (la quinzaine du commerce équitable, le brunch équitable et local), il vous est proposé d'attribuer une subvention annuelle de fonctionnement de **20 000 €** (cf convention en annexe 22).

L'association **Les Boîtes Vertes** a pour objectif de participer à la sensibilisation du public sur les thèmes du développement durable, de la prévention et de la gestion des déchets, de l'écologie, de la culture scientifique et de la valorisation du patrimoine culturel et naturel. Elle a notamment développé une application smartphone dénommée Baludik, qui propose différents parcours permettant aux utilisateurs de découvrir de manière ludique le patrimoine local. Cinq applications sont téléchargeables aujourd'hui et ont donné lieu à 1 000 téléchargements. Afin de soutenir le développement de son activité, il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **5 000 €**

**L'Association pour des Coopératives Funéraires Françaises dite ACFF** vient de se créer autour de la volonté de développer un service funéraire innovant sous forme de coopérative. L'objectif est de proposer une offre de qualité personnalisée. En parallèle, il sera mené des actions d'information et de sensibilisation autour des pratiques funéraires, de valeurs de partage, d'entraide et de solidarité. Des collaborations auront lieu avec les associations locales de soutien aux familles dans le deuil et les associations du secteur social qui travaillent sur les problématiques d'accompagnement de fin de vie. Une étude de faisabilité sera menée en 2015, afin de constituer un prototype d'un modèle duplicable dont l'essaimage permettra de construire un réseau. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **5 000 €**

L'association **Chantier Ecole Pays de la Loire** fédère au niveau de la région Pays de la Loire les acteurs de chantier-école et d'actions dites de formation production, de chantiers d'insertion, de chantiers de production sur le territoire de Nantes Métropole (16 structures portant des chantiers d'insertion). Pour la mise en œuvre de son programme d'actions 2015, et notamment ses actions de professionnalisation, il est proposé d'attribuer à cette association une subvention annuelle de fonctionnement de **11 000 €** (cf convention en annexe 23).

**Réseau des Chantiers d'Insertion de Loire-Atlantique** rassemble des structures portant des ateliers et chantiers d'insertion résidant en Loire-Atlantique, et leur offre une action d'animation des différents outils de l'insertion, de professionnalisation et de pilotage de la mutualisation inter-réseaux. A noter que l'association vient de s'installer dans des nouveaux locaux du Solilab. Pour l'année 2015, et notamment son intervention dans le cadre des formations spécifiques à destination des salariés en insertion, il est proposé de lui attribuer une subvention annuelle de fonctionnement de **10 000 €** (cf convention en annexe 24).

**Chantier Vert Environnement** est une entreprise d'insertion (8 postes Equivalent Temps Plein en insertion) sous forme de SCOP œuvrant dans le secteur des espaces verts. En 2015, afin d'optimiser ses coûts de fonctionnement, elle souhaite mettre en place une meilleure gestion des matériels. Cette démarche consiste en un aménagement de son espace atelier. Il vous est proposé de lui accorder une subvention de fonctionnement de **5 000 €** (cf convention en annexe 25).

Le projet de création d'un Groupement d'Employeurs Insertion Qualification dédié à l'agriculture sur le territoire du département de Loire-Atlantique est issu d'un constat partagé d'un besoin important à l'horizon de 5 ans en personnel salarié permanent au sein des exploitations. Afin de vérifier les conditions de réussite de ce projet, une étude de faisabilité doit au préalable être effectuée, dont le financement sera partagé avec l'ensemble des partenaires (Etat, Chambre d'Agriculture, CARENE). Cette étude est portée par la **Fédération Départementale des Groupements d'Employeurs de l'Anjou**. Il est proposé de lui attribuer une subvention de fonctionnement de **5 000 €** (cf convention en annexe 26).

**SOC Emplois** est une Association Intermédiaire (AI), qui emploie des salariés en parcours d'insertion, et les met à disposition de particuliers ou de collectivités, pour des interventions de plusieurs natures d'activité : services à la personne (travaux ménagers, jardinage, bricolage), bâtiment, logistique/manutention, espaces verts. En 2014, cela a représenté 8 000 heures de mises à disposition pour 72 personnes. Afin de contribuer à son bon fonctionnement, il est proposé de lui accorder pour l'année 2015 une subvention annuelle de fonctionnement de **14 000 €** (cf convention en annexe 27).

**Jardin de Cocagne nantais** porte un chantier d'insertion de production et de commercialisation de légumes biologiques. Cette association offre ainsi aux 19 salariés en insertion qu'elle accueille une mise en situation de travail dans un secteur qui requiert un savoir-faire professionnel. Afin de lui permettre de réaliser sa mission, il est proposé de lui attribuer une subvention annuelle de fonctionnement de **6 000 €** pour l'année 2015 (cf convention en annexe 28).

**La Banque Alimentaire de Loire-Atlantique** a pour objet principal d'apporter une aide alimentaire aux personnes les plus démunies. En marge de cette activité, la Banque Alimentaire propose depuis 2006 un chantier d'insertion en logistique (8 postes en insertion). A ce titre, il est proposé de lui attribuer une subvention annuelle de fonctionnement de **6 000 €** pour l'année 2015 (cf convention en annexe 29).

**Face Loire Atlantique** est une association regroupant des entreprises et/ou des chefs d'entreprises locaux souhaitant agir contre les exclusions en partenariat avec les collectivités territoriales, le service public de l'emploi et les associations. Elle propose notamment des actions d'accompagnement et de parrainage destinées à des publics fragiles en retour à l'emploi, à travers une mise en relation avec des entreprises partenaires de FACE Atlantique et un accompagnement individuel et collectif. Nantes Métropole soutient deux actions, la Job Academy et la Senior Academy, dont l'objectif est d'accéder à un emploi durable. La Job Academy est l'action historiquement soutenue par Nantes Métropole, elle s'adresse à des chercheurs d'emploi diplômés issus des quartiers prioritaires. Depuis 2006, 18 promotions ont été lancées, portées par une entreprise ou réseau, ce qui représente 388 « jobbers » accompagnés avec un taux d'accès à l'emploi de 65 % (CDI, CDD, Contrats en alternance). Initiée en 2012 et calquée sur le même format, la Senior Academy est destinée quant à elle à des personnes diplômées de plus de 45 ans. Pour la mise en œuvre des deux promotions de 15 à 20 personnes en 2015, il est proposé d'accorder à cette association une subvention annuelle de fonctionnement de **15 000 €** (cf convention en annexe 30).

**Entreprises dans la Cité** est un club d'entreprises mettant en œuvre des actions autour de la découverte des métiers et du monde de l'entreprise dédiées aux jeunes en recherche d'emploi ou en scolarité. Pour 2015, elle sollicite le soutien de Nantes Métropole pour 4 actions : la poursuite de Place Ô Gestes (forum annuel de découverte des métiers aux Dervallières), le Festival « Métiers à l'affiche » (plus de 300 vidéos à disposition), une action en partenariat avec les outils territoriaux de l'emploi sur la cible jeunes diplômés, ainsi qu'une nouvelle action « Concours vidéos » organisée autour de l'idée « faites nous découvrir et partagez votre vision d'un métier ». Il s'agit d'impliquer le public cible à travers une vision personnelle demandée aux jeunes et jeunes adultes (3 catégories : lycéens, étudiants, non scolaires 16-25 ans). Une boîte à outils éducative permettra d'accompagner le projet vidéo. Il est proposé d'attribuer à l'association une subvention annuelle de fonctionnement de **20 000 €** dont la répartition est définie dans la convention (cf convention en annexe 31).

**Les Apsyades** est une association proposant de mettre en place une action collective de sensibilisation à la gestion du stress dédiée à des demandeurs d'emploi en situation de précarité et de souffrance psychique. Des groupes de parole de 8 personnes sont constitués une fois par mois, pour évoquer les situations de stress dans le cadre de la recherche d'emploi et pour chercher les clés permettant de dédramatiser ces situations. Un partenariat étroit existe entre l'association et les agents de la Maison de l'Emploi, qui repèrent les personnes et les préparent à cet atelier. Il est proposé de lui accorder une subvention de fonctionnement de **2 100 €**

Nantes Métropole apporte également une participation aux dispositifs d'aide à l'emploi. Ainsi, il est accordé aux structures d'accueil une participation financière. Dans le cadre des dispositifs de la Région, **emplois tremplin et emplois de solidarité**, le montant de l'aide annuelle s'élève à la somme de 4 967 € pour une année complète. Cette aide diminue à 2 484 € pour les emplois tremplin qui bénéficient d'une prolongation de l'aide de 3 ans en sus des 5 années initiales.

Sur les dispositifs d'Etat, l'aide est de 2 484 € (base 35 h) pour les **emplois d'avenir** du secteur associatif et de 1 418 € (base 20 h) pour les contrats d'accompagnement à l'emploi (**emplois solidaires**).

La liste des 28 postes aidés soumis à l'approbation du Bureau ainsi que les montants correspondants sont détaillés ci-dessous et représente la somme de **64 154 €**

<b>PROLONGATION EMPLOI TREMLIN</b>	
Audace	2 484 €
Temps pour toit	2 484 €
<b>EMPLOI D'AVENIR - Année 1</b>	
Compagnie du Cyclope	2 484 €
Nantes Saint Médard de Doulon	2 484 €
Fête le mur	2 484 €
Collectif T'CAP	2 484 €
GEIQ BTP 44	2 484 €
La Ressourcerie de l'île (6 postes)	14 904 €
Association l'Entracte (2 postes)	4 614 €
<b>EMPLOI D'AVENIR – Reconduction</b>	
Les Petits Débrouillards	2 484 €
La Ressourcerie de l'île	2 484 €
Réseau des chantiers d'insertion de Loire Atlantique	2 484 €
Vivre Libre (2 postes)	4 968 €
Tonalité 4	2 484 €
UFCV	2 484 €
Fédération des Amicales Laïques (2 postes)	4 188 €
<b>EMPLOI SOLIDAIRE</b>	
Audace	1 418 €
Temps pour toit	1 418 €
Sacrebleu	1 418 €
Meltingpart	1 418 €

## ENVIRONNEMENT

Dans le cadre de son programme de soutien à l'agriculture périurbaine, Nantes métropole s'est engagée dans un protocole « pour le développement d'une agriculture innovante dans l'agglomération nantaise » signé en février 2015 avec la Chambre d'Agriculture de Loire Atlantique, à soutenir « certaines actions contribuant au maintien et au développement d'une agriculture soumise à des contraintes spécifiques (pression urbaine) ». Parmi ces actions, Nantes Métropole a retenu le principe d'un soutien à l'installation de sièges d'exploitation sur le territoire de l'agglomération. Ce soutien se traduit par une aide financière plafonnée à 20 % des investissements. **M. Simon ROYNETTE** s'engage dans l'installation et la reprise d'un siège d'exploitation en maraîchage biologique, situé au lieu-dit Belle-Île sur la commune de la Chapelle-Erdre pour un montant total de travaux estimés à 219 000 €. A ce titre, il est éligible à une subvention

d'investissement de Nantes Métropole de **14 000 €** (cf. convention en annexe 32).

La **SCIC Nord-Nantes** (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) porte des projets de défrichage et de remise en culture de terres agricoles, en vue de faciliter des projets d'installation agricole sur des terres sous-exploitées. Elle peut donc animer des groupes locaux pour préparer le défrichage, conduire les travaux pour préparer et mettre en culture les terrains, et assurer le portage foncier nécessaire à la constitution d'îlots viables pour la culture et l'installation. Ces différentes opérations peuvent se dérouler sur plusieurs années. Compte tenu de son activité et de son professionnalisme, la SCIC est un partenaire important de Nantes Métropole pour la mise en œuvre du programme de valorisation et de remise en culture des friches agricoles. Dans le cas présent, elle propose, en lien avec la Chambre d'Agriculture de Loire Atlantique et la commune de Saint-Aignan-de-Grandlieu, de conduire le défrichage sur le site suivant : 16ha de vigne et 6,2ha sans vigne aux lieux dits « Bel Air Gauchoux » et « Les Epinais » (Saint-Aignan-de-Grandlieu) pour un montant total de travaux estimés respectivement à 34 775 € et 6 589 €. Le choix de ce site et les modalités d'intervention techniques ont été validés par Nantes Métropole à l'issue d'un travail préparatoire associant les propriétaires des parcelles. En conséquence, il est proposé d'attribuer à la SCIC Nord-Nantes une subvention d'investissement de **17 760 €** pour le défrichage du site défini ci-dessus selon les modalités prévues dans la convention (cf convention en annexe 33).

L'agroforesterie, système de production correspondant à des plantations d'arbres d'espèces forestières, exploités notamment pour leur bois, sur une parcelle utilisée à des fins agricoles, les activités agricoles ou sylvicoles devant être menées simultanément sur cette même surface, est une pratique que Nantes Métropole souhaite mettre en place sur son territoire dans le souci d'y développer une agriculture innovante sachant répondre aux enjeux environnementaux (érosion de la biodiversité, changement climatique...). Le projet, porté par **M. Philippe SCHAEFFER**, propriétaire foncier, a été identifié sur la commune de Saint-Aignan-de-Grandlieu, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique et la Commune. Ce projet se veut une expérimentation qui servirait d'exemple pour développer et inciter de nouveaux projets. Il s'agit ici de soutenir les travaux sur une parcelle de 1,70 ha actuellement en friche. Les travaux prévus consistent à défricher, travailler le sol, mettre en place une prairie et planter des arbres pour un coût total estimé à 4 952 € HT (cf. convention en annexe 34). Afin de soutenir ce projet, il est proposé une subvention d'investissement d'un montant de **1 950€**

**L'association CAB (Coordination AgroBiologique des Pays de la Loire)** prépare l'organisation d'un colloque visant à améliorer l'accessibilité des produits bio au plus grand nombre. L'initiative conduite par le CAB intéresse Nantes Métropole tant pour assurer la promotion de l'agriculture Bio que pour la dimension sociale en lien avec l'économie circulaire. Ce projet constitue l'un des éléments susceptibles de contribuer directement à la mise en œuvre d'un projet alimentaire territorial à l'échelle de l'agglomération. Au regard de l'intérêt de cette manifestation qui se déroulera en octobre 2015, il est proposé de soutenir l'association CAB par l'attribution d'une subvention de fonctionnement de **1 500 €**

## MOBILITES

En cette année d'accueil de Vélo City à Nantes (du 3 au 5 juin 2015), congrès mondial du vélo urbain, il est important de soutenir l'association **Ilôts Famille** qui offre un réel service à destination des familles notamment par la location de cycles familiaux. Cette association est également impliquée dans l'animation de Vélo-City dans le cadre des appels à projet citoyen. Il est proposé d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de **5 000 €** pour le soutien à la parentalité dont la location de cycles familiaux et de cycles pour personnes à mobilité réduite (biporteurs, triporteurs, tandems...).

## GRANDS PROJETS ET POLITIQUE DE LA VILLE

Au fil des années, et en cohérence avec l'objectif qui lui a été assigné par ses membres fondateurs, l'**ISEMAR** s'est affirmé depuis plus de dix ans comme un centre indépendant de recherche sur les industries maritimes et portuaires. Nantes Métropole, membre de l'ISEMAR dès 2001, est particulièrement attachée au maintien et au développement de l'activité portuaire et des activités économiques induites qui participent fortement au rayonnement de la métropole Nantes-Saint-Nazaire à l'échelle interrégionale et européenne. Nantes Métropole contribue au fonctionnement général de l'association dont les actions en 2015 portent, dans la continuité des axes menés en 2014, sur l'expertise des projets de développement maritime et portuaire et le conseil des acteurs locaux dans la mise en œuvre des politiques portuaire et maritime. Il est proposé d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de **27 522 €** (cf convention annexe 35).

Nantes Métropole et les partenaires de la politique de la Ville (Etat, Ville de Nantes et CG) soutiennent **l'Association Pour l'Intégration Bancaire (APIB)** depuis plusieurs années. Cette association intervient prioritairement dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville (Bellevue, Malakoff, Bottière-Pin Sec), auprès des habitants en situation de précarité financière. Elle intervient notamment dans les points info-finances, qui sont des espaces de conseil individualisé auprès des personnes, co-animé avec la Direction de la Solidarité et l'association CRESUS. Les ateliers "argent au quotidien" sont des temps d'information collectifs, qui visent l'éducation budgétaire et l'alphabétisation bancaire, afin de rendre les habitants autonomes dans leur relation au banquier, et dans la gestion budgétaire domestique. Dans le cadre de l'intervention de Nantes Métropole dans les quartiers prioritaires, il est proposé d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de **3 000 €** à cette association.

**Le Centre Départemental d'Accès au Droit (CDAD)** a vocation à coordonner et développer les actions concourant à donner une information sur les droits et les devoirs aux personnes rencontrant des problèmes d'ordre juridique ou administratif. Nantes Métropole, dans le cadre de sa compétence liée à la prévention de la délinquance, soutient les associations œuvrant en faveur de l'information et l'accompagnement juridique, l'aide aux victimes et la prévention de la récidive. Cette nouvelle action vise à aller à la rencontre des publics précaires, usagers de l'association les restos du cœur au sein des quartiers prioritaires, en organisant des permanences juridiques à l'occasion des distributions alimentaires. Dans le cadre de l'intervention de Nantes Métropole dans les quartiers prioritaires, il est proposé d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de **2 500 €** à cette association.

L'association **Nouvelles Voies** informe, oriente, et accompagne les publics dans la mise en œuvre de leurs droits sociaux, et dans leur relation aux services. Elle apporte un accompagnement administratif et juridique, anime des réunions de prévention et d'informations collectives sur les droits. Dans le cadre de l'intervention de Nantes Métropole dans les quartiers prioritaires, il est proposé d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de **6 000 €** à cette association.

**AHMR (Association des Habitants de la Maison Radieuse)** se fixe un objectif simple : le bien vivre, le mieux être à la Maison Radieuse de Rezé, en organisant des événements festifs, des événements culturels ou des clubs. Dans le cadre du soixantenaire de la Maison Radieuse, il est prévu une semaine d'événements, avec des ateliers conçus par les habitants, deux soirées festives de valorisation du parc et de l'extérieur de la Maison, et trois soirées spectacles autour des habitants et leurs "passions". Cette action entre dans le cadre du fonds de soutien Habitats et Cadre de vie. Il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **1 500 €** à cette association pour l'investissement des espaces, partagés entre habitants, valorisation des lieux.

Le contrat de ville, dans ses orientations, fixe des attendus en matière de participation citoyenne notamment au travers de la création de conseils citoyens. La déclinaison opérationnelle du contrat de ville en plan d'actions est une opportunité d'expérimenter un processus de participation visant à associer l'ensemble des habitants et acteurs du quartier du Château de Rezé et permettra de préfigurer à moyen terme la création d'un conseil citoyens. L'expérimentation est menée selon une méthode pédagogique visant à faciliter l'expression de points de vue par les habitants et à les rendre acteurs de la vie en société (formation d'habitants, référents associatifs et institutionnels relais, ateliers de rues, forums, ateliers collectifs...). Elle est co-animée par une société coopérative reconnue dans ce domaine, « Le contrepied ». En tant que chef de file de l'animation du contrat de ville, il est proposé que Nantes Métropole participe par une subvention de fonctionnement de **4 500 €** au financement de cette action portée par la **Ville de Rezé**.

L'association **REPI (Relais Enfants Parents Incarcérés)** a vocation à entretenir le lien entre enfants et parents incarcérés. L'association, par l'accompagnement qu'elle réalise auprès de la famille, apporte un soutien au parent non incarcéré, et aide le parent incarcéré à prendre une place auprès de l'enfant. Cet accompagnement permet de faciliter ensuite la sortie de prison. Au titre du soutien aux détenus, il est proposé d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de **3 500 €** à cette association.

## AMENAGEMENTS ET SOLIDARITES

Le concours d'architecture Minimaousse 2015-2016, organisé par la cité de l'architecture, la DIHAL, le VIA et l'école supérieur du bois, porte sur l'aménagement de lieux de vie provisoire. Il s'agira de concevoir, d'une part, un module privatif en bois pouvant accueillir pour une durée temporaire un ménage ou une personne isolée et, d'autre part, de proposer un projet d'aménagement d'un lieu établi en fonction d'une situation réelle. Membre du Jury, Nantes Métropole est partenaire de ce concours en proposant aux étudiants de penser leurs structures sur des sites "réels" (île de Nantes). Il est proposé d'accorder, pour l'année 2015, une subvention de fonctionnement de **10 000 €** à la **Cité d'architecture** pour la réalisation du concours Mini Maousse 6 (cf convention en annexe 36).

## AFFAIRES GENERALES

**L'Association pour le Don de Sang Bénévole du Personnel Municipal et de Nantes Métropole** a pour objet l'organisation de collectes de sang auprès des agents de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole. L'association programme chaque année 5 collectes de sang dont elle assure l'organisation matérielle. Engagée dans le cadre d'un partenariat avec l'Etablissement Français du Sang (EFS) et les associations de don de sang bénévole de l'agglomération, elle participe également à la promotion de don du sang bénévole par ses actions de sensibilisation et d'information auprès de l'ensemble du personnel. Afin de lui permettre de poursuivre sa mission, il est proposé d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de **400 €** au titre de l'année 2015.

### **LE BUREAU DELIBERE ET, PAR 43 VOIX POUR ET 12 ABSTENTIONS,**

1. Approuve les attributions de subventions proposées dans l'exposé.
2. Approuve les conventions correspondantes ci-jointes.

- PING : 1 convention
- AGISMED : 1 convention
- CNRS DR17 : 2 conventions
- INRA : 1 convention
- ONIRIS : 1 convention
- Société française lutte contre le sida : 1 convention
- SONGO : 1 convention
- REA : 1 convention
- CCI Nantes Saint-Nazaire : 1 convention
- CGAD44 : 1 convention
- SMANO : 1 convention
- HBC Nantes : 1 convention
- NLAH : 1 convention
- NRB : 1 convention
- VBN : 1 convention
- ASB Rezé Volley : 1 convention
- Hermine Nantes Atlantique : 1 convention
- FCEA : 1 convention
- NMA : 1 convention
- Comité départemental Basket-ball 44 : 1 convention
- NAPCE : 1 convention
- Chantier Ecole Pays de la Loire : 1 convention
- Réseau des CI 44 : 1 convention
- Chantier Vert environnement : 1 convention

- Fédération départementale des groupements d'employés d'Anjou : 1 convention
- SOC Emplois : 1 convention
- Jardin de cocagne nantais : 1 convention
- Banque alimentaire 44 : 1 convention
- Face Loire Atlantique : 1 convention
- Entreprises dans la Cité : 1 convention
- Simon ROYNETTE : 1 convention
- SCIC Nantes Nord : 1 convention
- Philippe SCHAEFFER : 1 convention
- Isemar : 1 convention
- Cité de l'architecture : 1 convention

3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction contrôle de gestion

**22 – SA HLM SAMO – OPERATIONS DE CONSTRUCTION ET D'ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRÈS D'ORGANISMES FINANCIERS – GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE**

**EXPOSE**

La Société Anonyme d'HLM SAMO sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties d'emprunts relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Construction de 26 logements locatifs sociaux – Le Seil à Bouguenais

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	1 397 330 €	34640	100%
PLAI		536 808 €		

Programme n°2 : Acquisition en VEFA de 38 logements locatifs sociaux – Dentellia à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	2 377 297 €	34602	100%
PLAI		1 166 779 €		

Programme n°3 : Construction de 29 logements locatifs sociaux – Bottière Chénaie à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	1 860 817 €	34637	100%
PLAI		606 479 €		

Programme n°4 : Acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux – Trilogy à Rezé

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	343 683 €	35710	100%
PLAI		206 106 €		

Programme n°5 : Acquisition en usufruit de 6 logements locatifs sociaux – Trilogy ULS à Rezé

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat/convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	215 424 €	35747	100%
	CIL	7 500 €	101216	

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats et la convention de prêts référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la SA D'HLM SAMO l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique les prêteurs.

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

**Mme Pascale CHIRON NE PREND PAS PART AU VOTE,**

1. Sur le programme n°1 : opération « Le Seil » à Bouguenais

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement des prêts référencés au contrat 34640 relatifs à l'opération de construction de 26 logements locatifs sociaux, dénommée « Le Seil » sur la commune de Bouguenais, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêts consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Sur le programme n°2 : opération « Dentellia » à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement des prêts référencés au contrat 34602 relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 38 logements locatifs sociaux, dénommée « Dentellia » sur la commune Nantes, selon les

caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêts consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. Sur le programme n°3 : opération « Bottière Chénaie » à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement des prêts référencés au contrat 34637 relatifs à l'opération de construction de 29 logements locatifs sociaux, dénommée « Bottière Chénaie » sur la commune de Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêts consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

4. Sur le programme n°4 : opération « Trilogy » à Rezé

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement des prêts référencés au contrat 35710 relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux, dénommée « Trilogy » sur la commune de Rezé, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêts consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

5. Sur le programme n°5 : opération « Trilogy ULS » à Rezé

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement des prêts référencés au contrat 35747 et à la convention de prêt 101216 relatifs à l'opération d'acquisition en usufruit de 6 logements locatifs sociaux, dénommée « Trilogy ULS » sur la commune de Rezé, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat et de la convention de prêts consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

6. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
7. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
8. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM SAMO consultables à la direction contrôle de gestion.
9. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

Direction contrôle de gestion

**23 – SA D'HLM VILOGIA – OPÉRATIONS D'ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRÈS DE LA CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIES DE NANTES METROPOLE**

**EXPOSE**

La Société Anonyme d'HLM Vilogia sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties d'emprunts relatives au financement du programme des opérations suivantes :

Programme n°1 : Acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux – L'Orée du Bois 2 à La Chapelle-sur-Erdre

Prêt	Banque	Montant emprunté	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	359 762 €	100%
PLUS Foncier		66 945 €	
PLAI		119 316 €	
PLAI Foncier		21 299 €	

Programme n°2 : Acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux – So Procé à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	257 416 €	100%
PLUS Foncier		131 470 €	
PLAI		67 684 €	
PLAI Foncier		33 890 €	

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

#### 1. Sur le programme n°1 : opération « L'Orée du Bois 2 » à La Chapelle-sur-Erdre

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Vilogia pour le remboursement des prêts relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux, dénommée « L'Orée du Bois 2 » sur la commune de La Chapelle-sur-Erdre, selon les caractéristiques financières présentées en annexe 1 jointe à la présente délibération.

#### 2. Sur le programme n°2 : opération « So Procé » à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Vilogia pour le remboursement des prêts relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux, dénommée « So Procé » sur la commune de Nantes, selon les caractéristiques financières présentées en annexe 1 jointe à la présente délibération.

3. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir

les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

4. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
5. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Vilogia consultables à la direction contrôle de gestion.
6. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

Direction contrôle de gestion

**24 – OFFICE PUBLIC D'HLM NANTES HABITAT – OPERATIONS DE CONSTRUCTION ET D'ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRES D'ORGANISMES FINANCIERS – GARANTIES DE NANTES METROPOLE**

**EXPOSE**

L'Office Public d'HLM Nantes Habitat sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties d'emprunts relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux – Erdria à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	224 649 €	35372	100%
PLUS Foncier		142 559 €		
PLAI		104 939 €		
PLAI Foncier		57 931 €		

Programme n°2 : Construction de 24 logements locatifs sociaux – Estrella à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	431 506 €	34703	100%
PLUS Foncier		211 330 €		
PLAI		189 313 €		
PLAI Foncier		106 025 €		

Programme n°3 : Construction de 20 logements en accession abordable – Les Jardins d'Auguste à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	Taux de couverture de la garantie
PSLA	Crédit Agricole	2 819 061 €	100%

	Atlantique Vendée		
--	----------------------	--	--

Programme n°4 : Construction de 31 logements en accession abordable – L'Ilot des îles à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	Taux de couverture de la garantie
PSLA	Crédit Foncier	4 445 448 €	100%

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, hors opérations financées en PSLA (prêt social location accession), du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et l'office fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats de prêts référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre l'Office Public d'HLM Nantes Habitat l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations le prêteur.

### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

#### 1. Sur le programme n°1 : opération « Erdria » à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Habitat pour le remboursement des prêts référencés au contrat 35372 relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux, dénommée « Erdria » sur la commune de Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêts consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

#### 2. Sur le programme n°2 : opération « Estrella » à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Habitat pour le remboursement des prêts référencés au contrat 34703 relatifs à l'opération de construction de 24 logements locatifs sociaux, dénommée « Estrella » sur la commune de Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêts consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

#### 3. Sur le programme n°3 : opération « Les Jardins d'Auguste » à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Habitat pour le remboursement du prêt relatif à l'opération de construction de 20 logements en accession abordable, dénommée « Les Jardins d'Auguste » sur la commune de Nantes, selon les caractéristiques financières présentées en annexe 1 jointe à la présente délibération.

#### 4. Sur le programme n°4 : opération « L'Ilot des Iles » à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Habitat pour le remboursement du prêt relatif à l'opération de construction de 31 logements en accession abordable, dénommée « L'Ilot des Iles » sur la commune de Nantes selon les caractéristiques financières présentées en annexe 1 jointe à la présente délibération.

5. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
6. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
7. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec l'Office Public d'HLM Nantes Habitat consultables à la direction contrôle de gestion.
8. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

Direction contrôle de gestion

### **25 – SA HLM ATLANTIQUE HABITATIONS – OPERATIONS D'ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRÈS D'ORGANISMES FINANCIERS – GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE**

#### **EXPOSE**

La Société Anonyme d'HLM Atlantique Habitations sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant chaque garantie d'emprunts relative au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux – Les Hauts de Beauvoir à Bouguenais

<b>Prêt</b>	<b>Banque</b>	<b>Montant emprunté</b>	<b>N° contrat/convention de prêt</b>	<b>Taux de couverture de la garantie</b>
PLUS	CDC	199 000 €	21904	100%
PLUS Foncier		26 898 €		
PLAI		51 000 €		
PLAI Foncier		7 892 €		
	CIL	20 000 €	101303	

Programme n°2 : Acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux – Les Terrasses de Procé à Nantes

<b>Prêt</b>	<b>Banque</b>	<b>Montant emprunté</b>	<b>N° contrat/convention de prêt</b>	<b>Taux de couverture de la garantie</b>
PLS	CDC	277 571 €	21625	100%

PLS Foncier		36 656 €	
	CIL	20 000 €	101197

Programme n°3 : Acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux – Ilot Verde à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat/convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	414 000 €	21924	100%
PLUS Foncier		50 878 €		
PLAI		103 000 €		
PLAI Foncier		13 016 €		

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats et conventions de prêts référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la SA D'HLM Atlantique Habitations l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique les prêteurs.

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

**M. Pascal PRAS NE PREND PAS PART AU VOTE,**

**1. Sur le programme n°1 : opération « Les Hauts de Beauvoir » à Bouguenais**

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement des prêts référencés au contrat 21904 et à la convention CIL 101303 relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux, dénommée « Les Hauts de Beauvoir » sur la commune de Bouguenais, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat et convention de prêts consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

**2. Sur le programme n°2 : opération « Les Terrasses de Procé » à Nantes**

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement des prêts référencés au contrat 21625 et à la convention CIL 101197 relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux, dénommée « Les Terrasses de Procé » sur la commune de Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat et convention de prêts consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

**3. Sur le programme n°3 : opération « Ilot Verde » à Nantes**

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement des prêts référencés au contrat 21924 relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux, dénommée « Ilot Verde » sur la commune de Nantes, selon les

caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêts consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

- 4.S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- 5.S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
- 6.Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Atlantique Habitations consultables à la direction contrôle de gestion.
- 7.Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

Direction contrôle de gestion

**26 – SA HLM LA NANTAISE D'HABITATIONS – OPERATIONS D'ACQUISITION EN VEFA ET DE REHABILITATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRÈS D'ORGANISMES FINANCIERS – GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE**

**EXPOSE**

La Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant chaque garantie d'emprunts relative au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Acquisition en VEFA d'un logement locatif social – Les Belles Demeures 2 à Basse-Goulaine

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	133 152 €	34743	100%
PLUS Foncier		50 000 €		

Programme n°2 : Réhabilitation de 133 logements locatifs sociaux – Les Mahaudières à Rezé

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat/convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
PAM Eco Prêt	CDC	1 857 000 €	21729	100%
PAM		1 441 504 €		
	CIL	660 000 €	101213	100%

Programme n°3 : Réhabilitation de 17 logements locatifs sociaux – Michel Colombe à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat/convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
PAM Eco Prêt	CDC	238 000 €	21929	100%
PAM		613 471 €		
	CIL	80 000 €	100967	100%

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats et conventions de prêts référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la SA D'HLM La Nantaise d'Habitations l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique les prêteurs.

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

**M. Alain ROBERT NE PREND PAS PART AU VOTE,**

1. Sur le programme n°1 : opération « Les Belles Demeures 2 » à Basse-Goulaine

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement des prêts référencés au contrat 34743 relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA d'un logement locatif social, dénommée « Les Belles Demeures 2 » sur la commune de Basse-Goulaine, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêts consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Sur le programme n°2 : opération « Les Mahaudières » à Rezé

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement des prêts référencés au contrat 21729 et à la convention CIL 101213 relatifs à l'opération de réhabilitation de 133 logements locatifs sociaux, dénommée « Les Mahaudières » sur la commune de Rezé, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat et convention de prêts consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. Sur le programme n°3 : opération « Michel Colombe » à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement des prêts référencés au contrat 21929 et à la convention CIL 100967 relatifs à l'opération de réhabilitation de 17 logements locatifs sociaux, dénommée « Michel Colombe » sur la commune de Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et

conditions du contrat et de la convention de prêts consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

- 4.S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- 5.S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
- 6.Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations consultables à la direction contrôle de gestion.
- 7.Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

Direction contrôle de gestion

**27 – SA D'HLM HARMONIE HABITAT – OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRÈS DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE**

**EXPOSE**

La Société Anonyme d'HLM Harmonie Habitat sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour les garanties d'emprunts relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Construction de 25 logements locatifs sociaux – La Tarentelle à Couëron

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	1 290 946 €	36099	100%
PLUS Foncier		264 990 €		
PLAI		988 083 €		
PLAI Foncier		224 245 €		

Programme n°2 : Construction de 31 logements locatifs sociaux – Les Roselières à Couëron

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat	Taux de couverture de la garantie
PLUS	CDC	1 265 023 €	36101	100%
PLUS Foncier		259 468 €		
PLAI		1 241 191 €		
PLAI Foncier		289 833 €		

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la SA D'HLM Harmonie Habitat l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations le prêteur.

### **LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

#### **Mme Marie-Hélène NEDELEC NE PREND PAS PART AU VOTE,**

##### 1. Sur le programme n°1 : opération « La Tarentelle » à Couëron

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Harmonie Habitat pour le remboursement des prêts référencés au contrat 36099 relatifs à l'opération de construction de 25 logements locatifs sociaux, dénommée « La Tarentelle » sur la commune de Couëron, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêts consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

##### 2. Sur le programme n°2 : opération « Les Roselières » à Couëron

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Harmonie Habitat pour le remboursement des prêts référencés au contrat 36101 relatifs à l'opération de construction de 31 logements locatifs sociaux, dénommée « Les Roselières » sur la commune de Couëron, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêts consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ; libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges.

4. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.

5. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Harmonie Habitat consultables à la direction contrôle de gestion.

6. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

Direction contrôle de gestion

**28 – SA D'HLM ESPACIL – OPERATION D'ACQUISITION EN VEFA DE 145 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX POUR ETUDIANTS ET JEUNES ACTIFS – RESIDENCE 10 BOULEVARD MENDES FRANCE A ORVAULT - EMPRUNTS AUPRÈS DU COMITE INTERPROFESSIONNEL DU LOGEMENT ATLANTIQUE – GARANTIE DE NANTES MÉTROPOLE**

**EXPOSE**

La Société Anonyme d'HLM Espacil sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant chaque garantie d'emprunts relative au financement du programme d'opération suivante :

Programme n°1 : Acquisition en VEFA de 145 logements locatifs sociaux pour étudiants et jeunes actifs – Résidence 10 boulevard Mendès France à Orvault

<b>Banque</b>	<b>Montant emprunté</b>	<b>N° contrat/convention de prêt</b>	<b>Taux de couverture de la garantie</b>
CIL	400 000 €	101189	100%
	400 000 €	101188	

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

**LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE,**

**1. Sur le programme n°1 : opération « Résidence 10 boulevard Mendès France » à Orvault**

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Espacil pour le remboursement des prêts référencés aux convention CIL 101188 et 101189 relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 145 logements locatifs sociaux pour étudiants et jeunes actifs, dénommée « Résidence 10 boulevard Mendès France » sur la commune d'Orvault, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des conventions de prêts consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2.S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

3.S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de

l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.

- 4.Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Atlantique Habitations consultable à la direction contrôle de gestion.
- 5.Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

La Vice-Présidente,

Michèle GRESSUS

Les délibérations, annexes et dossiers s'y rapportant sont consultables dans les Services de Nantes Métropole (02.40.99.48.48)

---

Nantes le : 10/07/2015  
Affiché le : 10/07/2015